



Nouveau massacre à la polytechnique?

Des étudiants conçoivent des avions de guerre pour Bombardier. Page 7

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 2 • no 10

Juillet 1999

2,25 \$



Télé

La présidente du CRTC, Françoise Bertrand, a rejeté le projet de partenariat entre Radio-Canada et Arte, optant plutôt pour des chaînes spécialisées dans le paranormal et les voyages. Vive la télévision canadienne: dans la première chaîne, on verra une table se mettre à bouger, et dans la seconde, elle prendra l'avion pour Honolulu.

Parabole constitutionnelle

Le député néo-démocrate Svend Robinson a tenté de faire retirer de la constitution canadienne toute référence à Dieu. En vain. Comme le disait Jésus à son disciple Jean Chrétien: «Il est plus difficile de faire entrer le Québec dans la constitution que d'en faire sortir Dieu». Amen.



L'unifolié sur tous les livres Sheila Copps poursuit sa croisade

Sheila Copps est une croisée infatigable. Non contente de retrouver son gros cul défoliant dans les feuilles salaces d'un magazine de fesses du pays de l'oncle Bill, la ministre du Patrimoine unifolié s'attaque désormais aux bouquins.

Depuis un mois, tout livre qui bénéficie d'une subvention du ministère du Patrimoine — c'est-à-dire pratiquement tout ce que le monde de l'édition littéraire fait paraître au Québec et au Canada — doit en principe comporter un «mot-symbole», en l'occurrence le mot CANADA, stylisé, joutant une feuille d'érable.

Les éditeurs qui négligeront de se soumettre à cette nouvelle politique peuvent craindre de perdre leur subvention, essentielle à la survie de l'édition de livres au Québec.

Jusqu'à maintenant, une phrase laconique venait remercier le ministère du Patrimoine, au même titre que le Conseil des arts et autres organismes, telle la SODEC, ayant contribué au financement d'un livre.

À l'occasion de l'assemblée générale de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), le mois dernier, un sous-fifre de la ministre Copps, William Fiset, gestionnaire du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ), a expliqué que cela n'était plus suffisant, la décision ayant été prise par Mme Copps d'exiger qu'un unifolié, plus visible, placé légèrement au-dessus du mot-symbole CANADA, apparaisse à la page des crédits.

«Mme Copps utilise un rapport de force économique pour imposer ses propres visions, estime Pierre Graveline, président du groupe Ville-Marie littérature. C'est une intrusion excessive de l'État dans la liberté d'expression. Cela viendrait du gouvernement du Québec ou de la Ville de Montréal que l'on s'y opposerait tout autant.»

À l'instar de Pierre Graveline, la grande majorité des éditeurs québécois, dont le président de la Courte-échelle, Bertrand Gauthier, un des premiers à avoir manifesté son

mécontentement, s'insurge contre cette politisation du monde de l'édition qui évoque pour certains l'époque révolue des diktats de la nomenklatura soviétique ou de l'imprimatur de l'Église catholique.

L'ANEL, comme le groupe Ville-Marie littérature et de nombreux auteurs, ont déjà écrit ou s'apprentent à s'adresser à la ministre afin de s'opposer à cette mesure inédite.

«C'est une question de principe. Ce mot-symbole peut laisser croire que le contenu d'un livre a été approuvé par le gouvernement canadien. Or, nous ne sommes pas des éditeurs d'État, ajoute Pierre Graveline. Aucun pays au monde, à ma connaissance, n'exige une telle chose de ses éditeurs. J'en parlais récemment avec des éditeurs français et asiatiques: c'est inadmissible, partout.»

Selon les éditeurs québécois, leurs récriminations trouvent également écho chez leurs collègues du Canada anglais, qui n'ont pas du tout intérêt à ce que leurs livres, destinés à l'exportation aux États-Unis, soient affublés d'un drapeau canadien.

«C'est en plus une nuisance économique qui va bien au-delà des questions de principes», tranche Pierre Graveline qui fait remarquer qu'il n'est d'ailleurs pas toujours dans l'intérêt du gouvernement canadien d'afficher son appui à certaines publications. M. Graveline est entre autres l'éditeur de Jacques Parizeau...

Il a été impossible pour Le Couac, malgré des efforts répétés, de s'entretenir avec un haut responsable du ministère du Patrimoine à ce sujet.

VINCENT QUESNEL

Soirée du COUAC!

Venez discuter de la responsabilité des intellectuels avec nos invités à l'occasion du lancement d'un nouveau livre de Noam Chomsky, *Responsabilité des intellectuels*, publié chez Agone. Invités: Normand Baillargeon, Thierry Discepolo, Francis Dupuis-Déri et... vous.

Lundi le 28 juin à 19 h 30 au Sergent recruteur, 4650 boul. Saint-Laurent à Montréal.

Nouvelle chronique!

À chaque mois, la chronique «confit d'intérêts» vous dévoile les réseaux d'influences au Québec. Ce mois-ci l'impressionnant C.V. d'Hélène Desmarais, femme de Paul Desmarais junior.

► Voir page 9

Joyeuses fêtes nationales...

Réjoignons-nous! Le mois de juillet est riche en fêtes nationales de pays qui incarnent aux yeux du monde les vertus démocratiques. Le 1^{er} juillet, c'est évidemment la fête du meilleur pays du monde — le Canada — fondé dans sa forme actuelle en 1867. Quelques jours plus tard, soit le 4 juillet, on fête l'indépendance américaine qui marqua l'instauration par les révolutionnaires de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la première démocratie moderne. Enfin, le 14 juillet, c'est la fête nationale de la France qui célèbre la prise de la Bastille en 1789, autre symbole de la poussée démocratique qui transforma le monde occidental.

Ces trois joyaux de la démocratie ont pourtant une étrange histoire, car si on retourne aux textes de l'époque — discours, pamphlets, articles de journaux, lettres personnelles — on découvre que les pères fondateurs de ces régimes n'étaient pas du tout démocrates. Pour eux, la démocratie ne signifiait pas autre chose que le gouvernement direct du peuple, ce à quoi ils préféreraient une république. C'est-à-dire un régime politique avec des représentants élus — eux-mêmes — et plusieurs chambres. Les pères fondateurs ne voulaient pas de démocratie car ils méprisaient le peuple, mais aussi parce qu'ils voulaient garder le pouvoir pour eux.

L'Américain Alexander Hamilton, par exemple, révolutionnaire de la première heure qui sera un des proches conseillers de George Washington, parlait des «vices de la démocratie» et des «excès de la démocratie». John Adams, également révolutionnaire et qui sera le second président des États-Unis, dira des gens du peuple: «Ils ne peuvent ni agir, ni juger, ni penser, ni vouloir.» Il avouera aussi avoir «toujours été pour une république libre, et non pour une démocratie, qui est un gouvernement arbitraire, tyrannique, sanguinaire, cruel et intolérable». Voilà de bien curieuses idées pour ceux qui nous sont

présentés comme les premiers démocrates modernes.

En France, Brissot de Warville, une des figures révolutionnaires les plus importantes, affirmera pour sa part que le «peuple seul a le droit de se constituer, mais il n'en a pas le talent, il doit donc confier une partie de son droit à ceux qui en ont le talent». Brissot évidemment se sent doté d'un tel talent et il entend bien, lui, gouverner ce peuple qu'il méprise. Tous ces révolutionnaires qui s'agitent au nom du peuple veulent en fait le pouvoir pour eux. Ils siègent tous déjà dans des assemblées et plutôt que de donner le pouvoir au peuple, ils rêvent d'obtenir plus de pouvoir pour leur assemblée et par le fait même pour eux-mêmes. Emmanuel Sieyès, un autre révolutionnaire français important et lui-même un représentant, explique ainsi que les représentants sont «bien plus capables [que le peuple] de connaître l'intérêt général».

Au Canada enfin, qui est toujours une monarchie, on ne se surprendra pas de trouver le même genre de commentaires de la part des pères fondateurs. John A. Macdonald, qui sera notre premier ministre, opposait la «démocratie» à la «liberté constitutionnelle». Pour Georges-Étienne Cartier, la «démocratie» c'est le «régne de la foule». Et il précise que nous «sommes convaincus que des institutions purement démocratiques ne favoriseraient pas la paix et la prospérité des nations.» Parlant de la conférence de Québec d'où naîtra la confédération canadienne, Cartier dira encore: «Le faible des institutions démocratiques est de laisser tout le pouvoir à l'élément populaire (...) Je suis opposé au système démocratique qui prévaut aux États-Unis (...) Dans notre fédération, le principe monarchique en sera le principal caractère, pendant que de l'autre côté de la frontière [aux États-Unis] le pouvoir qui domine est la volonté de la foule, de la populace.» «Foule», «populace», et même parfois «ver-

mine», voilà par quels épithètes ceux qui instaurèrent nos régimes désignaient le peuple.

En fait, ce n'est que vers 1840 qu'en France et aux États-Unis, et bien plus tard au Canada, que le mot «démocratie» va devenir un terme prisé par les politiciens. Ceux-ci découvrent à l'époque qu'en se présentant comme «démocrates» et en affirmant que le régime est «démocratique», ils s'attirent l'estime du peuple et solidifient la légitimité du régime.

Les acteurs politiques de l'époque sont d'ailleurs eux-mêmes conscients de la force symbolique du mot «démocratie». Ainsi, dans l'édition du 11 janvier 1839 du *Boston Quarterly Review*, un membre du parti Whig (qui deviendra l'actuel parti républicain) explique l'importance de s'approprier le mot «démocratie» pour promouvoir ces objectifs politiques: «Aucun parti qui est perçu comme n'étant pas démocratique ne peut pas même devenir une minorité respectable». D'ailleurs, le parti «démocrate» n'a pris ce nom qu'en 1828, alors que ses plus hauts responsables réalisaient l'importance des gains électoraux qu'ils pouvaient obtenir en adoptant le nom «démocrate».

Bref, notre système politique ne s'appelle «démocratie» que suite à un banal jeu de propagande. Ses fondateurs n'ont jamais voulu fonder une démocratie, un type de régime que d'ailleurs ils méprisaient. N'est-il pas ironique de constater que quelques décennies plus tard et sans aucun changement constitutionnel majeur, le régime a simplement changé de nom pour accroître sa légitimité. Mais si la démocratie, c'est le pouvoir du peuple, nous n'avons toujours de démocratique que le nom. Et c'est encore et toujours des représentants qui gouvernent le peuple soignant en son nom et pour son bien.

Joyeuses fêtes nationales à tous.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

L'accord de paix au Kosovo

vu par Noam Chomsky

Le 24 mars dernier, les forces aériennes de l'OTAN menées par les États-Unis ont commencé à pilonner la République fédérale de la Yougoslavie (RFY, la Serbie et le Monténégro), incluant le Kosovo, que l'OTAN considère comme une province de la Serbie. Le 3 juin, l'OTAN et la Serbie en sont arrivés à un accord de paix. Les États-Unis ont alors déclaré victoire, ayant conclu avec succès ces dix semaines de combats pour contraindre M. Milosevic à dire «pardon mon oncle», comme le rapportait Blaine Harden du *New York Times*. Il ne sera donc pas nécessaire d'avoir recours à des troupes au sol pour «nettoyer la Serbie». [...]

La guerre, seule avenue possible?

Alors même qu'elle déclare victoire, Washington ne déclare pas pour autant la paix: les bombardements continuent jusqu'à ce que les vainqueurs estiment que leur interprétation de l'accord du Kosovo se soit imposée.

Depuis le début, les bombardements ont été présentés comme ayant une signification quasi cosmique. Ils représentent un test pour le nouvel humanisme dans lequel «les États éclairés»

(Foreign Affairs) ouvrent une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité, guidés par «un nouvel internationalisme où la répression brutale de tout groupe ethnique ne sera plus tolérée» (Tony Blair). Les États-Unis et leur associé britannique, ainsi que tout autre État qui s'enrôle dans les croisades de ceux-ci pour la justice, représentent des États «éclairés»...

«C'est incontestable, la vaste guerre aérienne a provoqué une accélération vertigineuse du nettoyage ethnique et autres atrocités.»

— Noam Chomsky

[...] «Depuis le début, le problème du Kosovo consistait à savoir comment nous devons réagir lorsque les affaires vont mal dans des endroits peu importants», expliquait l'analyste Thomas Friedman dans le *New York Times* alors qu'on annonçait l'accord. Friedman continue en louant les États «éclairés» pour leur engagement envers le principe moral selon lequel «une fois que les évictions des réfugiés ont commencé, ignorer la situation au Kosovo serait mal... et que le recours à une vaste guerre aérienne avec un objectif limité était donc la seule chose sensée à faire.»

Il y a un petit problème avec cette interprétation car l'iniquité au sujet de l'éviction des

réfugiés n'a pas pu constituer un motif pour une «vaste guerre aérienne». Le 27 mars, le Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCRNU) annonçait l'enregistrement des premiers réfugiés hors du Kosovo (4000), soit trois jours après le début des bombardements. Le nombre de réfugiés n'a cessé d'augmenter jusqu'au 4 juin, atteignant un total de 670 000 dans les pays avoisinants (Albanie, Macédoine), sans compter les 70 000 autres estimés au Monténégro (à l'intérieur de la RFY), et les 75 000 qui sont partis dans d'autres pays.

Ces chiffres, qui ne sont hélas que trop familiers, n'incluent pas le nombre, encore inconnu, de personnes qui ont été déplacées à l'intérieur du Kosovo, soit selon l'OTAN de 200 000 à 300 000 dans l'année qui a précédé les bombardements, et encore un plus grand nombre par la suite.

C'est incontestable, la «vaste guerre aérienne» a provoqué une accélération vertigineuse du nettoyage ethnique et autres atrocités.

Par un pur hasard, paraissait le même jour dans le *Times* un reportage d'Ankara signé de Stephen Kinzer qui offrait un élément de réponse à la question rhétorique de Friedman.

► Suite page 5



Courrier des lecteurs

Pas drôle

[...] Une décision de la Cour suprême du Zimbabwe en mars a établi que «La nature de la société africaine commande que la femme n'est pas l'égal de l'homme. Selon les normes culturelles, les femmes ne devraient jamais être considérées comme des adultes au sein de la famille, tout au plus comme un adolescent ou un mâle mineur.» (Agr. Vol. 20 No 2, p. 9)

J'ai essayé de vous empaqueter ça dans une tournure drôle mais sans succès. Est-ce que ça veut dire que je n'ai pas le sens de l'humour?

Jean-René David

De bien drôles de choses

[...] Dans sa livraison du 1^{er} juin 1999 [de L'Actualité], Martine Turenne nous apprend dans son article sur Marc Labrèche intitulé *Le bonhomme 7 heures* que l'information à la télé a toujours été traitée le plus objectivement possible. Mensonge, désinformation, insulte pour le lecteur de la revue L'Actualité. Précisons au moins une chose: je crois qu'il est facile de poser l'hypothèse inverse à celle de Mme Turenne. Trois grands propriétaires de journaux au Québec, une dictature effrénée du marché, un gouvernement formé d'hommes d'affaires plutôt que de politiciens, etc. Le marché est la norme, la voie à emprunter, le terme est juste. Et le message doit passer: à la télévision, à la radio, dans les journaux, dans les revues. Ainsi, voilà pourquoi sans doute on en arrive à des informations erronées telle que celles de Mme Turenne. Inacceptable vous me direz. Je suis bien d'accord. Et dire que certains journalistes de *La fin du monde est à sept heures* se sont vu refusés une carte de presse à la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ)! Sans commentaire...

Bref, cela ne contribue peut-être pas d'une manière directe à la vente de la revue en question, j'en conviens avec vous. Cependant, des affirmations comme celles de Mme Turenne viennent apporter le support légitime dont le système néolibéral a tant besoin pour assurer sa pérennité. Vendre une revue est devenu synonyme de vendre des idées, vendre un système, vendre une conception et la bonne, la seule. Différents chemins y sont explorés. Toutefois, certains demeurent douteux. Il faut, à mon avis, revendiquer un débat de société sur l'enjeu et le rôle des médias au sein de la société québécoise. [...]

Jean-Philippe Pleau, Ste-Foy
Coordonnateur de la revue *Ao!*
Espaces de la parole

Tout nu, Raoul

Un mot sur Raoul Duguay et son nouveau recueil, *Nu tout nu*, un chef-d'œuvre.

Il serait important de souligner que lui, c'est un vrai (pas au sens de buveur de Molson), et qu'il est fidèle à lui-même. Je sais que dans les années 1970 [...], on l'a arraché de la scène pendant son spectacle pour le transporter à Robert-Giffard, parce qu'il s'est déshabillé, tout nu, et qu'il invitait son public à en faire autant.

En plus, la poésie demeure toujours tellement impopulaire, puisqu'elle porte à réfléchir. Oui s'ouvre à la lumière de la poésie ne peut tout simplement pas ne pas être politisé, car elle est une façon de déboîter les cadres de la structure figée du système et de mettre à nu les réalités. En fait, elle agit un peu comme l'humour, étant très ironique et mettant à jour les contradictions.

Et puis, il me semble que Raoul non plus il n'a pas ben ben de «tizamis»

sur la place médiatique.

Sophie Blouin
Poète à temps partiel,
manœuvre en usine à temps plein

La carte d'électeur de Charest

Jean Charest est contre la carte d'électeur. Ça se comprend. Il est contre le référendum aussi. Il est contre tout ce qui pourrait permettre à la volonté populaire de s'exprimer librement.

Le discours de Jean Charest est celui de la capitulation. Il ne fait pas appel à la générosité des Québécois, à leur fierté, à leur courage, au goût du risque et de l'aventure qu'ils ont manifesté dans le passé, à leur désir d'être eux-mêmes envers et contre tout, il réveille leurs peurs, leurs hésitations, leurs complexes de colonisés. Il les encourage à la soumission, à la démission. Il y a quelque chose de terriblement bas, d'ignoble, dans un tel discours politique.

— Écoutez-moi, dit Jean Charest. Y en aura pas de référendum. On n'a pas besoin de carte d'électeur. C'est fini la démocratie. Fermez-la, les Québécois. Arrêtez de vous faire des problèmes. Vous êtes des incapables. Vous ne pouvez pas vous prendre en main. Acceptez le sort qui vous est fait. Vous avez été porteurs d'eau. D'ailleurs, vous ne comptez pas au Canada. On a rapatrié la Constitution sans vous. On s'est moqué de vous à Meech, à Charlottetown, à Calgary. Arrêtez pour une fois de vous poser des questions, de vous faire des problèmes. Vous êtes appelés à disparaître dans ce pays «le plus meilleur au monde», comme dit mon ami Jean. Il n'y a pas de place pour vous, dans ce pays. Fermez-la et laissez-moi faire. Je vais vous organiser un enterrement de première classe.

Paul-Émile Roy,
Lorraine

Une guerre où il fallait agir

Je partage entièrement les propos de Marcos Ancelovici (*Le Couac*, juin 1999): la réplique de M. de Bellefeuille me semble irréaliste. Bien sûr qu'avec des si on peut aller loin, du moins sur papier. Il fallait agir maintenant et non dans un avenir incertain où l'ONU serait enfin pleinement opérationnelle. M. de Bellefeuille pourrait-il dormir tranquille si la communauté internationale (l'ouest en particulier, il faut bien le dire) avait laissé un petit dictateur raciste et mégalomane déporter sauvagement et impunément deux millions d'Albanais de leurs foyers?

Dans *Le Couac* du mois d'avril, on prête du discernement à M. Chrétien pour avoir boudé les funérailles du petit roi; or, prêter du discernement à M. Chrétien relève de la plus haute fantaisie. À force de tourner les coins ronds et de faire feu de tout bois, on perd toute crédibilité et on tombe dans le virtuel puisque dans l'inapplicable.

On parle encore d'une guerre de lâches. Préféreraient-ils voir revenir nos soldats dans des sacs de plastique? Milosevic en mérite-t-il autant? L'anti-américanisme inconditionnel et mur-à-mur peut aussi fausser le jugement. Il est si rare que les Américains participent à une guerre juste.

Jacques Fillion,
Québec

Conte d'hiver... de force

Il était une fois sur une route enneigée et bordée de hautes

épinettes noires faisant rempart contre la bise de février; il était une fois «par en-haut là-bas, dans les vieilles montagnes râpées du nord» si chères au cœur de Miron le Magnifique; il était une fois deux vieux amis, deux Québécois de souche qui marchaient en parlant de tout et de rien: des enfants qui grandissent, du boulot qui n'en finit pas, des voyages qu'ils ont faits et de ceux qu'ils feront, de la vie qui passe et de la mort qui n'arrive qu'aux autres. La conversation allait donc bon train jusqu'à ce qu'elle ne glisse malencontreusement sur une peau de banane que Dieu sait qui avait jetée sur la route. Dialogue:

— ... En tout cas, il s'en est fallu de peu que nous ne l'emportions au dernier référendum. N'eût été de l'argent et de quelques votes ethniques, comme dirait l'autre, ça y était. Mais ce n'est que partie remise. *We shall overcome*, comme disent les Américains.

— Oh, moi, tu sais, j'ai voté oui comme je l'avais fait en 80; mais la prochaine fois, si ça se trouve, je voterai non.

— ?????????? T'es pas sérieux?

— Très sérieux.

— Alors là... Et puis-je connaître tes raisons?

— Mes raisons? Mais il n'y en a qu'une mon cher, la guerre, j'ai peur qu'un vote pour la souveraineté ne déclenche une guerre civile au Québec. Le risque est trop grand. J'ai le goût du Québec mais pas au point d'accepter de vivre dans un pays qui ressemblerait à l'Irlande du Nord. La guerre, *no sir*, je préfère encore le statu quo constitutionnel, *ante bellum*.

La conversation fut brusquement interrompue par les enfants qui marchaient derrière et qui, fort peu sensibles aux vertus de la randonnée pédestre, piaffaient d'impatience de rentrer au chalet où leur serait loisible d'aller s'abriter des heures durant devant l'écran de télévision. La conversation s'arrêta là et ne fut jamais reprise par la suite. Plus jamais, les deux amis n'abordèrent le sujet glissant, peut-être par crainte que la glissade ne les entraîne trop loin, là où la glace est si mince que même les plus vieilles amitiés risquent d'être englouties.

On dira que mon conte est à dormir debout. Une guerre civile au Québec: quelle absurdité, n'est-ce pas? Et pourtant, voici ce que Robert Dôle, un Américain d'origine qui a vécu plusieurs années en Irlande et qui enseigne présentement à l'Université du Québec à Chicoutimi, écrivait dans *Le Devoir* du 17 janvier 1998 (p. A 11):

«Il faut une naïveté d'enfant pour croire que le Québec peut devenir indépendant sans que Montréal ne vive le même sort que Belfast. Après avoir vécu au Québec pendant vingt ans, je suis arrivé à la conclusion que les hostilités entre certains membres des communautés anglophone et francophone sont aussi profondes et incendiaires que celles des catholiques et des protestants d'Irlande du Nord [...]. Certains anglophones, allophones et autochtones sont prêts à sacrifier leur vie afin de sauvegarder le Canada. Ce sont là des faits indiscutables.»

Indiscutables me paraissent en effet les menaces que ne cessent de nous servir les Galganov et les Johnson, ces courageux défenseurs de notre minorité anglaise dite opprimée et qui ne représentent, n'en déplaise aux autruches, que la pointe de l'iceberg partitionniste. À vrai dire, il me tarde de me demander si, depuis le dernier référendum, nous ne sommes pas au fond en état de guerre. Une guerre larvée, bien sûr, qui n'éclatera sans doute jamais. Par bonheur. Mais peut-être aussi pour le plus grand malheur de

notre liberté politique, dont il semble que nous ayons perdu depuis longtemps la formule. À la toute fin de sa *Genèse de la société québécoise*, Fernand Dumont demandait: «Que faire de la survivance maintenant qu'elle est débarrassée des états qui l'ont supportée pendant un siècle? Pour répondre, disait-il, les Québécois n'ont pas à renier la patience obstinée de jadis, mais à lui joindre enfin le courage de la liberté.» Qu'est-ce que ça implique le courage de la liberté? Jusqu'où ce courage pourrait-il ou devrait-il aller?

Ce sont là, à n'en pas douter, de très graves questions; aussi j'éprouve à les formuler une sorte de vertige. Mais ce sont des questions qui se posent, ce sont des questions politiques que l'on ne peut éviter de se poser, s'il est vrai que la guerre est, selon la formule de Clausewitz, la poursuite de la politique par d'autres moyens, l'ultime chance de la liberté quand, comme les Patriotes de jadis, les hommes ont épuisé tous les autres moyens d'y accéder pacifiquement.

Non, l'hypothèse d'une guerre civile au lendemain d'un vote démocratique en faveur de l'indépendance du Québec ne relève pas de la pure chimère. Et cela, nous le savons tous au fond. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi, toujours sous-jacente au discours des Chrétien et Dion sur le séparatisme québécois, toujours implicite dans le recours au Plan B, l'hypothèse en question s'avère d'une si redoutable efficacité comme argument de chantage de la part de ceux qui ont tout intérêt à nous maintenir, *manu militari* s'il le faut, dans le plus beau et le plus démocratique pays du monde. Pourtant, même tout à fait plausible, cette hypothèse constitue-t-elle une raison suffisante pour ne pas faire l'indépendance? Ne dit-elle pas assez au contraire à quel point celle-ci est devenue nécessaire, vitale pour notre liberté et pour l'honneur de la démocratie même?

Mais qui est prêt à entendre parler aujourd'hui de liberté? Comment, dans notre *démocratie en Amérique*, parvenir à convaincre, à se convaincre soi-même de la réalité et de la valeur d'une chose aussi intangible, aussi fragile que la liberté politique, ce trésor oublié dont a su si bien parler Hannah Arendt?

De cette amnésie politique, Alexis de Tocqueville, il y a plus d'un siècle et demi, nous avait pourtant prévenus:

«Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde; je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres; ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas; il les touche et ne les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie»

Serge Cantin,
Shawinigan

Écrivez-nous!

Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts (-). Nous apprécions les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: *Le Couac*, 2124 rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9. Télécopieur: (514) 270-7461. Vous pouvez aussi utiliser notre site: www.lecouac.net

LE DICTIONNAIRE

par Philippe Gauthier & Francis Dupuis-Déri

Petit lexique du Québec contemporain

Publicité n.f. 1. (pour les publicitaires) Art engagé. 2. (pour les autres) L'Art pour l'or: la publicité est un envahisseur venu de l'espace publicitaire. Note: cette définition à faible teneur en gras est disponible en deux parfums: citron et fraîche odeur printanière.

Privatisation n.f. 1. (pour le patronat) Virage jubilatoire. 2. (pour les politiciens) Moyen de passer de l'Assemblée nationale à l'assemblée d'actionnaires.

Productivité n.f. Cadence sociale.

Professeur n.m. 1. Une ombre au tableau. 2. *Syndicat des professeurs*, une main de fer dans un gant volé.

Projet de société: plutôt que d'en parler, il en faudrait un.

Province n.f. 1. Nom donné à un territoire après avoir été organisé par le fédéral. 2. *La Belle province*, slogan d'origine inconnue, remplacé par le « Je me souviens », lui aussi d'origine inconnue.

Psychologie n.f. 1. Science qui n'a pas dépassé le stade anal, parce qu'on la pratique surtout en cabinet. 2. *Psychologie enfantine*, l'avenir appartient à ceux qui se Dolto. 3. *Psychologie pop*, science qui aide à résoudre le complexe Desjardins.

Publi-reportage n.m. Nom donné aux éditoriaux du journal *La Presse*: Le publi-reportage est un article aussi complaisant que déplaisant.

Publi-sac n.m. Contrairement aux autres formes de publicité, celle-ci a du contenu.

Punk n.m. (Étymologie: de l'américain *punkahontas*) Dresseur de cheveux qui n'a pas de futur depuis 25 ans.

Bêtise bouddhiste

Josée Blanchette, nuage de bêtises qui pleut chaque semaine sur *Le Devoir*, vient de découvrir «un homme, un vrai» (18-6). Pas un dur, un tatoué, un bronzé, un vrai. Qui donc? Le dalai-lama, un «bonze qu'on voudrait adopter comme mentor». Un homme formidable, la-la-li, la-la-lère.

Nos amis de *Charlie Hebdo* se sont amusés pendant plusieurs semaines, l'hiver dernier, à extraire des textes de «La Précieuse Guirlande des avis du roi». Ces textes constituent la seconde partie du livre du dalai-lama *Comme la lumière avec la flamme* et servent de référence à sa pensée. En voici un extrait, sans doute susceptible de plaire à Josée Blanchette, qui aime vraisemblablement les «vrais» hommes:

«Le corps est un récipient empli d'excréments, d'urine et de visières/Celui dont la vision est obscurcie/Ne voit pas une femme ainsi et désire son corps.»

BLAGUE BOUDDHISTE :
UNE FEMME C'EST COMME
UNE POUBELLE... TU PASSES
TA SEMAINE À LA REPIÉR
ET PUIS LE
WEER-ENO ÇA
TE FAIT CHIER
DE LA SORTIR...
CH.



Chers abonnés,
Vous déménagez ? Cessez donc de nous appeler ! @#%&* Téléphonnez plutôt au service des abonnements : (514) 274-5468 ou (800) 361-1431. Et savez-vous quoi ? Nous déménageons aussi ! À compter du 1^{er} juillet, notre adresse sera: 2124, av. Laurier Est, Montréal, H2H 1B9.

LE COUAC

PLOGUES

Perrault

Une nouvelle édition d'*Irreconciliables* de Pierre Perrault. C'est aux Écrits des Forges.

Des vers dans le steak

Richard Gingras, un libraire, un bon, a eu l'idée de créer une petite revue de poésie. Ça s'appelle *Steak haché*. On trouve là-dedans du meilleur au pire, sous toutes les formes permises par le format oblong de la revue.

Dans le plus récent numéro, parmi le meilleur de cette feuille sans prétention, on trouve des vers de Denis Vanier et Patrice Desbiens. Ça vaut déjà le détour. Renseignements: Richard Gingras, «Le Chercheur de trésors», 1339, Ontario Est, Montréal, H2L 1R8. Tél. (514) 597-2529.

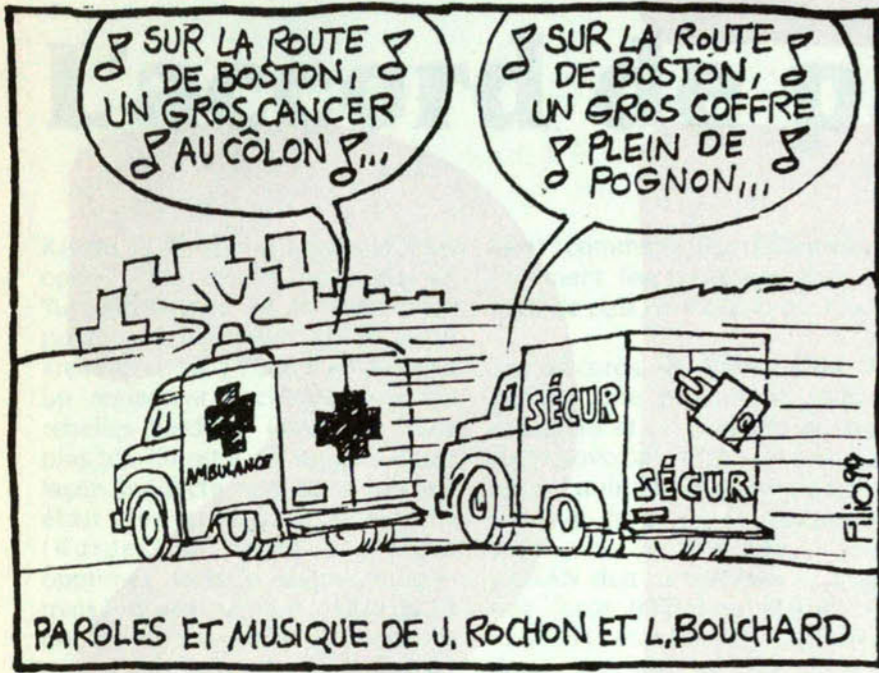
Le Couac

2124, av. Laurier Est,
Montréal, Québec
H2H 1B9
Téléphone: (514) 521-5499
Télécopieur: (514) 521-5599
www.lecouac.net



Fondateurs: Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Éditeur et rédacteur en chef: Jean-François Nadeau
Collaborateurs: Normand Baillargeon, Stéphane Batigne, Pierre de Bellefeuille, Marco de Blois, Noam Chomsky, Francis Dupuis-Déri, France Emond, Pierre Falardeau, Philippe Gauthier, David Ledoyen, Vincent Quesnel, François Patenaude, Martin Petit, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Nadine Vincent.
Illustration: Boris, Charb (avec l'aimable autorisation de *Charlie Hebdo*), Serge Ferrand, Filio, Mathier Gaudreault, Luc Giard, Glez, Bruno Laporte, Gilles Laporte.
Graphisme: France Mercier
Visitez notre site Web: www.lecouac.net
Abonnement: Périodica (514) 274-5468 1(800) 361-1431
Publicité: Jean-François Nadeau au (514) 521-5499
Le Couac n'est pas testé sur les animaux, juste sur nos lecteurs.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec





Liberté, égalité, fraternité

Forbes, le très sérieux magazine économique américain, publie cette année encore la liste des milliardaires de la planète. Bill Gates arrive en tête avec 90 milliards de dollars (US!). «Les riches deviennent plus riches et ils s'enrichissent plus vite que jamais», précise le magazine. Ce sont des journalistes qui compilent ces données financières mais sans utiliser les déclarations d'impôts puisque «cela ne servirait à rien, car les milliardaires trouvent toujours des acrobaties pour ne pas payer leurs impôts». Ce n'est pas Le Couac qui le dit, c'est Forbes!

L'Europe dont on rêve est-elle possible?

Le résultat des élections européennes est décevant pour les euro-optimistes sans pourtant conforter les eurosceptiques. L'Europe piétine. Elle élit très majoritairement des gouvernements de gauche, mais elle se situe au centre-droit pour le parlement de Strasbourg, qu'elle vient de renouveler. Et majoritairement, à un taux record de 53%, elle s'abstient.

Le cas de la France révèle la plus grande confusion. La mince victoire de la majorité plurielle de gauche n'est pas très glorieuse, étant donnée la faiblesse de la droite fractionnée. Le RPR, officiellement gaulliste, s'est fait le chantre du néo-libéralisme, ce qui ne correspond guère à l'héritage du général. Le RPR a mordu la poussière, devancé par le parti eurosceptique improvisé de Pasqua et de Villiers. L'affreux Jean-Marie Le Pen a cherché à enfourcher le thème gaullien de l'Europe des patries, mais il n'a pas réussi à se l'approprier. Il encaisse un recul. Heureusement, la pensée du général a des défenseurs plus honorables: Jean-Pierre Chevènement à gauche et Philippe Séguin à droite.

Ailleurs en Europe, les socialistes ont reculé, cédant du terrain aux écologistes et à la droite, notamment les démocrates-chrétiens.

Pour l'Europe, le siècle se termine par une guerre qu'elle n'a pas su empêcher et dont elle fait les frais. Les décisions absurdes ont été prises à Washington, mais les capitales européennes ont emboîté le pas avec une docilité incompréhensible. (Ottawa aussi, mais l'imbécillité qui y règne n'étonne plus).

Voici maintenant que les Américains, prétextant qu'ils ont financé la guerre, se lavent les mains du coût de la reconstruction. Ce coût énorme sera à la charge de l'Europe. Les cyniques diront évidemment que tout cela crée des emplois. La création d'emplois, qui n'est pourtant qu'une illusion sinistre sous un régime capitaliste qui ne cesse de remplacer les employés par des machines, est devenue la clé, le mot de passe, la formule magique. Il y a là de monumentales fausses représentations.

Qui n'avance pas recule. Les élections européennes marquent un temps d'arrêt dans la construction d'une Europe nouvelle.

PIERRE DE BELLEFUILLE

Rupert K.

ATÉRIX ET PÉRILS



Julie Paillette

G-Astronomie

À son retour sur terre, Julie conserve de bons souvenirs culinaires. Elle a partagé une canne de sirop avec ses collègues. «Son meilleur souvenir gastronomique demeure cependant les burritos spatiaux préparés par l'Américaine Tammy Jernigan». (Le Devoir, 8-6) Hélas, nous n'avons pas pu obtenir la recette. Peut-être à la prochaine mission.

Dommage

C'est confirmé: Julie Paillette n'a pas trouvé la petite JoÛene. Les recherches continuent.

Sur le bras

Julie a dû «manipuler le bras canadien [...] dans des conditions difficiles», a expliqué le commandant de la mission. Pendant ce temps à Ottawa, on s'est servi de l'affaire pour encore manipuler l'opinion publique avec des drapeaux canadiens.

Minuscule

Un bureaucrate européen raconte dans La Presse que le nom de la station spatiale construite à la force du bras par Julie Payette a fait l'objet de «discussions enflammées». «Un premier grand débat a concerné le i minuscule» du sigle SSI (Station spatiale internationale), précise-t-il. Un débat majuscule, comme on peut le constater.

Soyons fiers

Hier, Julie Paillette est allée aux toilettes et tout c'est bien déroulé. Nous sommes un grand peuple!

Tourisme

Le vendredi 4 juin, Julie a pu faire de la prose pour décrire le paysage canadien. «J'ai vu passer Montréal dans toute sa splendeur à 5h25, heure locale. J'ai d'abord aperçu Mirabel, nettement visible avec ses deux pistes blanches, puis les multiples réflexions des lumières du matin.» Puis, suit la description de Québec, la Gaspésie, les monts Chics-Chocs, les îles-de-la-Madeleine et Anticosti. Des régions que l'on découvrirait pour la toute première fois.

Nègresse blanche d'Amérique dans l'espace

Julie Paillette s'est bien acquittée de sa tâche: elle a fait le ménage, charrié du matériel et porté de l'eau. Les choses sérieuses peuvent commencer.

Opinion

De plus en plus débile, la question du jour de La Presse. Au lendemain du Tour de l'île, alors que la une du grand quotidien (en taille) annonce que 40 000 personnes ont participé à l'événement cycliste, le «sondage maison» de la page 2 demande aux lecteurs de donner leur «opinion» sur le sujet suivant: «Avez-vous participé au Tour de l'île?» De deux choses l'une: soit les journalistes des deux premières pages sont en chicane et ne se parlent plus, soit la question est le fruit de la cogitation du fils de huit ans de la belle-soeur du voisin de la femme de ménage. Dans tous les cas, lorsqu'on confond opinion et comptage (et qu'on encourage aussi cyniquement la confusion), il ne faut s'étonner que les débats politiques se limitent ici à des discussions de marchands de tapis.

STÉPHANE BATIGNE

Visitez notre site web

www.lecouac.net

Coupe à blanc

Des citoyens regroupés sous le nom des «Amis du bassin versant» réagissent aux coupes à blanc réalisées par Domtar à Potton et Sutton, dans les Cantons de l'Est. Réaction des principaux intéressés: «Denis Gingras, ingénieur chez Domtar, déplore que les Amis du bassin versant exigent un plan de reboisement à chaque fois qu'ils parlent de coupes à blanc» (Le Reflet du Lac, 12-6)

Parce que ça fait perdre du temps et de l'argent à la pauvre Domtar?

Macdonald

«Les droits de la minorité doivent être protégés, et les riches sont toujours moins nombreux que les pauvres», affirma un jour John A. Macdonald, premier premier ministre du Canada. Joyeuse fête nationale!

Serbes sherbrookoïses

Roger Brakovic, porte-parole de la communauté serbe de Sherbrooke, ne veut pas de Kosovars dans sa région d'adoption. Du racisme? Pas du tout. Rien à voir. Certainement pas, s'empresse de préciser Brankovic. «C'est de la peur que ressentent les Serbes de Sherbrooke», explique-t-il à La Tribune (12-6). Peur de ne pas être assez nombreux pour former une milice?

LES SERBES DES CANTONS DE L'EST SE PRÉPARENT À ACCUEILLIR LES RÉFUGIÉS KOSOVARIS...



La menace fantôme

Guy Bertrand, ex-ayatollah en pantoufle converti en Darth Vader avec deux gros bras canadiens, est de retour. Dans un mémoire qu'il a présenté devant le CRTC, il accuse Radio-Canada d'entretenir «un préjugé favorable au nationalisme et au séparatisme [québécois]» La Presse (1-6).

Les essais cliniques de mari ont déjà commencé?

Tout s'explique

«L'âge d'or en faveur de la législation du pot», La Presse (20-5).

Voir ci-haut.

Sage décision

«Chevrette veut mettre fin aux magouilles électorales» titre un article de La Presse (26-5). Il met fin à sa carrière politique ou quoi?



Quoi de neuf, docteur?

Grand reportage de La Presse sur les avantages du système de santé américain par rapport au système québécois (6-6). Un témoin est appelé à la barre, c'est le D^r Pagé. «Un de nos meilleurs orthopédistes», précise le journaliste.

Le paysage qu'il dépeint n'est pas rose. «Je me suis rendu compte que tu ne pouvais pas vieillir en médecine au Québec. J'ai vu de mes collègues faire des gardes à 64 ans, se lever la nuit. On ne leur donne aucun slack».

Pas de vacance. À la course. Tout le temps. Les médecins d'un certain âge souffrent d'un tel rythme de vie. Sans parler des plus jeunes, qui voient bien ce qui les attend.

Le D^r Pagé sent le besoin de préciser sa pensée. C'est là que l'affaire se gâte. Il explique: «À 55, 60 ans, l'orthopédiste qui a atteint une certaine séniorité ne peut pas faire plus d'argent que les autres, c'est défendu. [...] On lui a même dit: «Si tu fais ce montant-là plus vite que dans le délai, ben prends des vacances, occupe-toi de ta vie personnelle.»

Alors, si on comprend bien, les vacances et le repos bien mérité existent, mais le hic, c'est l'argent. Pas assez d'argent. Salaire de pauvre. La misère.

Au fait, combien gagne le D^r Pagé? L'histoire ne le dit pas, mais en tout cas ce bon docteur s'indigne quand les journaux écrivent qu'un docteur gagne 250 000 \$ par année. «Ils ne réalisent pas qu'un médecin au Québec est un travailleur autonome vivant dans une province où tu imposes le monde à 53%».

Donc 250 000 \$, dans ces eaux-là. Mais voyez-vous, il y a l'impôt odieux que prélève le gouvernement. L'impôt qui sert entre autre à défrayer les soins hospitaliers.

Mais avant de calculer l'impôt, on déduit des 250 000 \$ ce que coûtent la secrétaire, le loyer, l'équipement informatique etc. Disons qu'il reste 150 000 \$ comme revenu imposable dont on prélève 53%. Cela laisse 70 500 \$ dans les goussets du médecin. Une vraie misère!

Une vie de chien. Après 12 ans de clinique privée, le D^r Pagé ne fait toujours pas un sou de plus: «tu ne peux pas faire d'argent avec ta profession, c'est impossible. Un autre peut le faire, un avocat, un notaire, mais pas toi.»

M. le D^r Pagé croit en somme qu'il ne gagne rien et qu'il vit par conséquent de rien. Il n'a pas même l'impression de gagner sa vie, mais plutôt de la perdre. Le pauvre. Si seulement il en avait les moyens, nous pourrions lui souhaiter d'aller mourir aux États-Unis.

JFN

BERNADETTE PAYEUR
CHRISTIAN LAROUCHE
PRÉSENTENT

ELVIS

Gratton II

Le film à voir avec ta tête, stii!

AVEC
JULIEN POULIN

YVES TRUDEL ET BARRY BLAKE
DANS "MIRACLE À MEMPHIS"
SCÉNARIO PIERRE FALARDEAU
EN COLLABORATION AVEC JULIEN POULIN
PRODUIT PAR BERNADETTE PAYEUR
ET CHRISTIAN LAROUCHE
PRODUCTEUR ASSOCIÉ MARC DAIGLE
PRODUCTRICE DÉLÉGUÉE SYLVIE TRUELLE

AVEC LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE TÉLÉFILM CANADA,
RÉSEAU TVA - MEMBRE DU GROUPE TVA INC., SUPER ÉCRAN,
PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA PRODUCTION
CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE,
LE FOND HAROLD GREENBERG / THE HAROLD GREENBERG
FUNDS ET LA COLLABORATION DE ANIMAVISION

elvisgratton.com



UN FILM DE
PIERRE FALARDEAU

DIRECTION PHOTO ALAIN DOSTIE
DIRECTION ARTISTIQUE JEAN-BAPTISTE TARD
COSTUMES SUZANNE HAREL
CONCEPTION SONORE SERGE BEAUCHEMIN
ET MATHIEU BEAUDIN
MUSIQUE JEAN ST-JACQUES
MONTAGE CLAUDE PALARDY

UNE PRODUCTION DE LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT
ET DE PRODUCTION ACPAV INC.
EN COPRODUCTION AVEC LES FILMS CINÉPIX INC.
© 1999 PRODUCTION MIRACLE À MEMPHIS INC.

DOLBY
DIGITAL
DANS CERTAINES SALLES
LIONS
GATE
FILMS



L'accord de paix au Kosovo

(suite de la page 1)

Kinzer écrit que «l'avocat le plus connu des droits humains en Turquie entrainé en prison» pour purger sa sentence après avoir «recommandé à l'État d'en arriver à un règlement pacifique avec les rebelles kurdes». Quelques jours plus tôt, Kinzer avait suggéré d'une façon indirecte que cette histoire était plus complexe: «Certains [Kurdes] affirment avoir été opprimés sous le régime turque, mais le gouvernement insiste qu'ils ont les mêmes droits que tous les autres citoyens». Quelqu'un pourrait bien sûr se demander si cela rend vraiment justice à certaines des plus extrêmes opérations de nettoyage ethnique du milieu des années quatre-vingt-dix, avec des dizaines de milliers de morts, 3500 villages détruits, quelques 2,5 à 3 millions de réfugiés, et d'autres atrocités hideuses, décrites en détail par les principales organisations des droits humains, des atrocités qui se comparent facilement à celles qui sont relatées quotidiennement à la une pour nos ennemis choisis. Ces résultats furent atteints grâce au support militaire massif des États-Unis, d'ailleurs accrus sous Clinton alors que les atrocités culminaient. [...] Il a fallu une réelle discipline aux participants et aux commentateurs du 50e anniversaire, de l'OTAN, célébré en avril

dernier, pour ne pas «noter» rien de tout cela. Cette discipline était particulièrement impressionnante à la lumière du fait que ces célébrations étaient assombries par des questions de nettoyages ethniques chez des ennemis désignés plutôt que chez des États éclairés qui s'affirment eux-mêmes, traditionnellement, comme des justiciers qui apportent la liberté aux peuples qui souffrent de par le monde, et qui défendent les droits humains, par la force si nécessaire, selon les principes d'un Nouvel humanisme.

Certes, ces crimes ne sont qu'une seule illustration de la réponse donnée par les États éclairés à la profonde question de savoir «comment devons-nous réagir quand les affaires vont mal dans des endroits peu importants». Nous devons interférer pour provoquer une escalade des atrocités, sans «regarder autour» et en appliquant le principe du «deux poids, deux mesures»... [...]

Les accords de Rambouillet exigeaient une occupation militaire complète et un contrôle politique du Kosovo par l'OTAN, et une occupation militaire effective de l'OTAN dans le reste de la Yougoslavie selon la volonté de l'OTAN. L'OTAN doit «constituer et diriger une force militaire» (KFOR) que «l'OTAN établira et déploiera» dans et autour du Kosovo, «opérant sous l'autorité et sujet à la direction et au contrôle politique du conseil de l'Atlantique du nord (CAN) par la chaîne de commandement de l'OTAN»; «le commandant de KFOR est l'autorité finale en ce qui concerne l'interprétation de ce chapitre [mise en oeuvre de l'accord] et ses interprétations lient toutes les parties et toutes les personnes». [...]

En ce qui a trait au reste de la Yougoslavie, les termes de l'occupation sont présentés dans l'annexe B... Dans le paragraphe crucial, on peut lire que le personnel de l'OTAN doit bénéficier, ainsi que leurs véhicules, navires, avions et équipement, d'un accès illimité et d'un passage sans restriction à travers la RFY incluant l'espace aérien

élargie du Kosovo et du Metohija [le nom officiel de la province], garantissant une égalité complète de tous les citoyens et de toutes les communautés ethniques, et ce dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Serbie et de la République fédérale de Yougoslavie. [...]

L'essentiel de ces décisions a été rapporté dans les principales agences de presse et était donc certainement connu de toutes les salles de presse. Or nombre de recherches dans des banques de données n'ont guère permis de trouver de traces de ces décisions dans la presse nationale américaine et les principales revues.

Pour cette raison, les deux plans de paix du 23 mars sont méconnus du grand public qui ne sait même pas qu'il y en avait deux et non pas un. La version entendue est que «le refus de Milosevic d'accepter... ou même de négocier un plan de paix international [à savoir les accords de Rambouillet] a été le déclencheur des bombardements de l'OTAN le 24 mars» (Craig Whitney, *New York Times*), selon un des nombreux articles qui déplorent la propagande serbe, sans doute avec justesse, mais avec quelques petites omissions. [...]

pu être poursuivies le 23 mars, prévenant une tragédie humaine terrible avec des conséquences qui vont avoir des répercussions en Yougoslavie et ailleurs [...].

Le pouvoir aérien

Si on passe des faits à l'angle d'approche, les manchettes ont acclamé la victoire sensationnelle des États éclairés et de leurs dirigeants, qui ont forcé Milosevic à «capituler» à «dire pardon mon oncle» à accepter une «force dirigée par l'OTAN», et à se soumettre «aussi inconditionnellement que quiconque aurait pu l'imaginer», se pliant à «une entente pire que le plan de Rambouillet qu'il a rejeté». Ce n'est pas exactement le fond de l'histoire, mais c'est tellement plus indiqué que les faits. Le débat se limite à un seul enjeu sérieux: la force aérienne seule permet-elle d'atteindre des objectifs hautement moraux ou, est ce que comme les critiques autorisés à participer au débat le soutiennent, l'affaire n'a pas encore été prouvée? Faisant référence à une vision plus globale, l'éminent historien militaire britannique John Keegan «voit la guerre comme une victoire non seulement de la puissance aérienne, mais surtout du «nouvel ordre mondial» que le président Bush avait proclamé après la guerre du Golfe», tel que le rapporte l'expert militaire Fred Kaplan. Keegan a écrit que «si Milosevic est vraiment un homme vaincu, tous les autres Milosevic potentiels du globe devront reconsidérer leurs plans».

Bien que ce ne soit pas le sens que Keegan lui donne, l'évaluation est réaliste. Une pléthore de preuves factuelles nous aide à comprendre le vrai sens de la phrase «les Milosevic du globe».

Pour s'en tenir seulement à la région des Balkans, les critiques ne s'attardent pas aux importantes opérations de nettoyage ethnique ni aux atrocités terribles commises au sein même de l'OTAN, sous juridiction européenne, et grâce à l'aide décisive et à l'armement des États-Unis. [...] Ces crimes sont légitimes selon les règles du Nouvel ordre mondial, peut-être même méritoires, comme le sont les atrocités commises ailleurs et qui sont conformes aux intérêts perçus des dirigeants des États éclairés. Ces atrocités sont régulièrement commises par eux lorsque c'est nécessaire. Ces faits, pas vraiment obscurs, révèlent que non seulement la «répression brutale de groupes ethniques entiers» est «tolérable» dans le «Nouvel internationalisme», mais qu'elle est même activement accomplie.

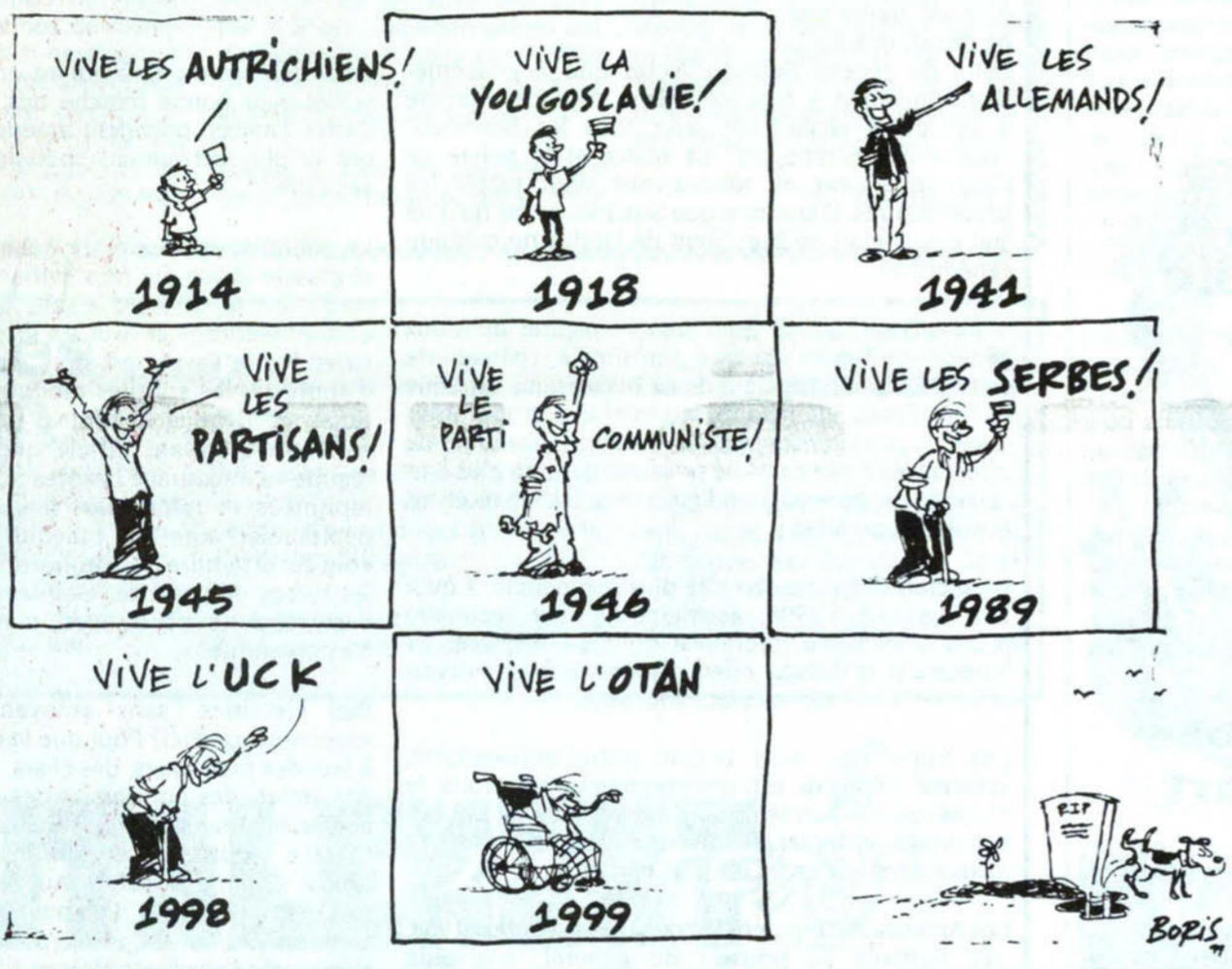
[...] Alors que les faits et l'angle diffèrent de manière tranchante, on peut soutenir que les médias et les commentateurs sont réalistes lorsqu'ils présentent la version des États-Unis/OTAN comme si c'était les faits. Cette version deviendra les «faits» selon la volonté des gens aux opinions articulées de satisfaire les objectifs des États-Unis/OTAN et la distribution du pouvoir.

NOAM CHOMSKY

Extrait d'un texte du numéro de juillet 1999 de *Z Magazine*. Traduction de France & ses amis.

À www.zmag.org, animé par Michael Albert, on trouve un large éventail des écrits politiques de Chomsky.

PTITE VIE D'UN KOSOVAR...



La voie de la diplomatie

Comme on pouvait s'y attendre, l'accord du Kosovo du 3 juin est un compromis entre les deux plans de paix du 23 mars. Du moins sur papier, les États-Unis/OTAN ont abandonné ces demandes, citées plus haut, qui avaient amenées la Serbie à rejeter l'ultimatum. En retour, la Serbie a accepté une présence de «sécurité internationale avec une participation substantielle de l'OTAN, [laquelle] doit se déployer sous le commandement unifié et le contrôle... des Nations Unies». Un addendum au texte établit que «les Russes ne verront pas leur contingent placé sous le commandement de ONU et que sa relation avec les forces internationales en présences sera gouvernée par d'autres accords pertinents». Aucun des termes de l'entente n'autorise l'OTAN ou les «forces de sécurité internationales» en général d'avoir accès aux autres parties de la RFY. Le contrôle politique du Kosovo n'a pas à être assumé par l'OTAN mais par le Conseil de sécurité des Nations unies qui mettra en place «une administration par intérim du Kosovo». Le retrait des forces yougoslaves n'est pas décrit de façon identique aux accords de Rambouillet, mais les termes sont similaires bien qu'ils prévoient un retrait accéléré. Les autres parties de l'entente correspondent aux accords des deux plans du 23 mars.

Ce résultat suggère que des initiatives diplomatiques auraient

Les opérations diplomatiques du 23 mars

Toute enquête minimalement sérieuse sur l'accord du Kosovo doit examiner les opérations diplomatiques du 23 mars, le jour avant que «la vaste attaque aérienne» ne soit lancée, et les comparer avec l'accord auquel ont abouti l'OTAN et la Serbie le 3 juin. Ici, nous devons distinguer deux versions: (1) les faits, et (2) l'angle de leur traitement — c'est-à-dire la version des États-Unis/OTAN qui façonne reportages et commentaires dans les États éclairés. Même un regard superficiel révèle que les faits et l'angle diffèrent de manière tranchante. [...] Les deux plans de paix sont les accords de Rambouillet, présentés à la Serbie comme un ultimatum («acceptez ou vous serez bombardés», le 23 mars), et l'accord de paix du Kosovo du 3 juin. En réalité, il y a trois «plans de paix», deux d'entre eux étaient sur la table le 23 mars: les accords de Rambouillet et les résolutions de l'Assemblée nationale serbe qui lui répondaient.

Commençons par les deux plans de paix du 23 mars en se deman-

POUR S'ABONNER

Le Couac

(514) 274-5468 • (800) 361-1431
PÉRIODICA 1155, avenue Ducharme, Outremont (Québec) H2V 1E2

- Abonnement d'un an: 25 \$ + taxes = 28,76 \$
- Abonnement de deux ans: 45 \$ + taxes = 51,76 \$
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50 \$ + taxes = 57,51 \$
- Abonnement d'un an à l'étranger: 40 \$

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Responsabilités

Démo - cratie & marché
Nouvel ordre mondial
Droits de l'homme
des intellectuels

NOAM CHOMSKY
CONTRE-FEUX

À quel bon dénoncer les crimes dont sont coupables les régimes totalitaires, si l'on est incapable d'investir la même énergie militante et la même rigueur intellectuelle à révéler ceux commis par les démocraties ?

En vente dans toutes les librairies, 15,95 \$
Diffusion Prologue Agone

ASYMÉTRIQ

Solutions Internet

Conception, réalisation et hébergement de sites Web

Web : www.asymetriq.com
Courrier : solutions@asymetriq.com
Sans frais : 1-877-377-0622



Suriname

Escobar président!

Décidément, en ce moment, la justice innove. Le 22 mai s'est ouvert à La Haye le procès par contumace de Désiré Delano Bouterse, dit Bouta, ex-dictateur du Suriname et leader du parti au pouvoir, le NDP. Chef d'accusation: trafic de cocaïne. Un ancien chef d'État, toujours actif dans la politique de son pays, jugé pour trafic de drogue, ce n'est pas courant.

Ancienne Guyane hollandaise, le Suriname n'est indépendant que depuis 1975. Mais sa courte histoire ne l'a pas empêché de connaître déjà deux coups d'État (1980 et 1990), menés justement par Bouterse, ainsi qu'une guerre civile.

Autre particularité amusante: selon le journal *De West*, 50 à 60% du PIB du pays proviendrait de sa contribution active au trafic de la cocaïne colombienne vers l'Europe et les États-Unis.

Logiquement, les Pays-Bas, qui tentent désespérément de mettre de l'ordre dans leur ancienne colonie, ont accusé Désiré Bouterse d'être à la tête du trafic. Un mandat international a même été lancé.

Mais cette fois, à l'inverse de Milosevic, personne n'a hurlé à la justice politique. Comme quoi les défenseurs des dictateurs ont aussi leurs têtes.

SIM ARRON

(*Charlie Hebdo*, n° 363)

LES U.S.A ONT DÉBLOQUÉ
13 MILLIARDS \$
POUR LE KOSOVO...

ET 15 MILLIONS \$
POUR LE SIERRA LEONE.



Nucléaire

Tchernobyl, centre aéré

Les enfants français peuvent dormir en paix. Selon le gouvernement de la république, la catastrophe de Tchernobyl aurait fait moins de victimes qu'un accident de bus pakistanais.

Il y a cinq ans, toutes les écoles primaires de France ont reçu une belle brochure, coéditée par le ministère de l'Environnement, celui de l'Éducation et le secrétariat général de la Défense nationale, sur «L'école et les risques majeurs», dans laquelle le bilan de Tchernobyl se résume à: «atteintes corporelles graves des employés et services de secours mal informés: 30 morts».

Parmi les premiers intervenants sur les lieux de la catastrophe, 10 000 types seraient déjà morts, 30 000 seraient aujourd'hui invalides à vie, dans des conditions bien infectes.

Un quart de la Biélorussie a été saupoudré de césium. On retrouve encore des sangliers qui éclairent le soir, jusque dans les Alpes. Et, selon les études les plus mièvres, le nombre de cancers de la thyroïde a été multiplié par 100 chez les mômes biélorusses.

Mais leurs petits camarades français vivent un conte pour enfants puisque cette brochure, tirée à 300 000 exemplaires, est la seule qui ait jamais été distribuée dans les écoles sur le sujet.

Domage. À la fin mai, la Lituanie a fermé sa centrale d'Ignalina — construite sur le modèle de Tchernobyl. Et donc de se priver, du jour au lendemain, de 77% de son énergie électrique. C'est comme si la France, demain, fermait tous ses réacteurs. Courageux. Mais les petits consins français ne risquent pas de se réjouir. Avec ce genre de brochure, ils croiront même que les Lituaniens ont fermé leur catastrophe potentielle parce que ses turbines les empêchaient de dormir.

FRANÇOIS CAMÉ
(*Charlie Hebdo*, n° 362)

Euphorie

Quatorze Somaliens ont été arrêtés depuis le début de l'année à Minneapolis pour avoir possédé et mâché des feuilles de qat, rapportait *Le Devoir* (22-5). Il faut savoir que cette pratique, très courante en Somalie à l'occasion de réunions sociales, provoque «un léger effet euphorisant» dû à la présence de cathine dans les feuilles. Or cette substance est interdite par la loi américaine. Dura lex sed lex, les gars. C'est vrai qu'on n'a jamais vu d'Américain boire de l'alcool dans un pays musulman!

Visitez notre site web à www.lecouac.net

INTERNATIONAL

Angleterre

John Major, ancien premier ministre britannique, a découvert l'existence de son demi-frère en écrivant ses mémoires (*Times*, 20-5). Dans quelques chapitres, il découvrira aussi qu'il couchait avec Margaret Thatcher sans le savoir.

Éthiopie

L'Éthiopie se bat toujours contre l'Érythrée, mais on n'en entend plus parler.

Érythrée

L'Érythrée se bat toujours contre l'Éthiopie, mais on n'en entend plus parler.

Israël

Ehoud Barak, nouveau premier ministre, a déclaré un jour que s'il était «né Palestinien», il aurait «probablement rejoint une organisation terroriste», rapporte *Le Canard enchaîné* (26-5). Mais il n'est pas né Palestinien. Alors il a pris part aux opérations contre eux. D'ailleurs, à cet égard ce monsieur n'a pas trop d'états d'âme. Il le dit lui-même: «Quand on a tué des hommes en pointant le canon de son arme à dix centimètres de leur visage, on n'a peut-être plus la même aptitude à l'émotion.»

Israël (bis)

Ehoud Barak, ancien militaire-commando devenu premier ministre de choc, a nommé deux généraux comme conseillers. Il s'occupera en plus personnellement du ministère de la Défense. Depuis que les bombes sont devenues intelligentes, les conseillers ne manquent pas à ce ministère.

Tunisie

L'ancien président de la Ligue des droits de l'homme, Moncef Marzouhhi, a été enlevé par la police et retenu pendant trois jours pour interrogatoires parce qu'il insistait pour que le gouvernement de Ben Ali crée un conseil national pour la liberté. Inutile, a jugé le régime. D'ailleurs, côté liberté, le gouvernement diffusait déjà sur Internet un faux site d'Amnistie internationale où l'on chantait la gloire du régime.

Yougoslavie-la-mort

Le problème avec les guerres modernes, c'est qu'après avoir balancé des tonnes de bombes intelligentes, il faut tout de même déployer des troupes au sol. Et comme y a rien de plus con que des militaires, on n'est pas très avancé...

Indonésie

Fenêtre sur l'infamie

Depuis plusieurs années, le professeur Jean-René Chotard publie dans *La Tribune* de Sherbrooke de savantes analyses sur la situation internationale. Il traite tantôt de la Guinée, tantôt du Congo, quand ce n'est pas de la situation en Autriche ou en Afghanistan.

Il s'affirme, semaine après semaine, année après année, comme un grand spécialiste. Un spécialiste de tout. Un spécialiste universel. Un spécialiste de n'importe quoi.

Dans *La Tribune* du 5 juin, M. Chotard traite avec science d'une de ses nombreuses spécialités: l'Indonésie.

Le savant nous explique que l'emprise populaire de vieux régimes politiques, tel celui du dictateur Suharto, ne se modifie pas du jour au lendemain, même lorsque des élections libres sont prévues. Fort bien. Mais on ne peut pas dire que le bon professeur mette beaucoup d'efforts afin d'assurer au public une meilleure compréhension de ce qui, précisément, devrait changer, tôt ou tard.

L'Indonésie, c'est plus de trente ans de dictature sous la botte du général Suharto. Notez que le gouvernement canadien a tout de même reçu cet homme à Vancouver récemment, avec tous les honneurs. Vous vous en rappelez? La police et le poivre de Cayenne étaient au rendez-vous pour mater les protestataires. Il faut dire que Suharto, avant qu'il ne soit cassé, était un bon client de l'industrie militaire canadienne.

Mais qu'est-il arrivé pour que le régime du vieux général s'effondre comme un simple château de cartes? Le bon professeur de *La Tribune* nous explique que le Fonds monétaire international n'appréciait guère sa gestion économique. Il oublie cependant de dire que les Américains ne prisaient pas non plus l'incapacité du général à endiguer chez lui les récentes révoltes populaires.

Un dictateur qui ne contrôle plus son peuple, à quoi bon? Le 20 mai 1998, Madeleine Albright, secrétaire d'État américaine, prononce donc sa disgrâce. Le lendemain, le dictateur démissionne, Suharto, voyez-vous, ne tenait pas en place tout seul.

Les États-Unis, écrit encore notre universitaire, «avaient apprécié son anticommunisme». Voilà le moins qu'on puisse dire... Washington a en fait encouragé, défendu et soutenu le régime Suharto jusque dans ses excès les plus barbares.

Les Américains appuient le coup d'État de 1965-1966. Dès l'arrivée au pouvoir du général, une aide généreuse en denrées alimentaires et en armes est offerte à l'Indonésie, alors couverte d'un demi million de cadavres.

En 1975, Washington donne encore à Suharto les moyens matériels et politiques nécessaires à l'invasion du Timor-Oriental. Un des pires génocides de ce siècle commence. Au programme, tortures, exécutions, meurtres, viols, enfants battus à coup de crosses, camps de réfugiés, famines. Un quart de la population totale succombe à la suite de crimes de guerre. À partir de 1978, le président Carter intensifie pourtant ses ventes d'armes à l'Indonésie. Il lui livre même de tout nouveaux avions de combat.

Malgré les accablants rapports des organisations humanitaires, la politique américaine ne change guère à l'égard de ce petit paradis pour les investisseurs. En 1994, le Secrétaire d'État aux affaires commerciales annonce qu'il ne se mêlera pas de la question du travail des enfants. L'année suivante, l'ambassadeur américain à Djakarta manifeste son intention de reprendre le programme de formation militaire des soldats indonésiens. Sous l'administration Clinton, la collaboration américaine au régime se poursuit donc jusqu'à ce que le vieux général ne fasse plus l'affaire.

Heureusement, le monde et les temps changent. Voici venue, à en croire les récents reportages sur l'archipel indonésien, l'ère des élections libres et

de la démocratie. Et à qui a-t-on confié la charge de veiller à la bonne marche des élections? À Jimmy Carter, l'ancien président américain, un de ceux qui ont le plus activement soutenu Suharto. À Carter, sans rire.

La politique extérieure de Washington est une belle et grande chose qui ne s'embarrasse d'aucune contradiction. M. Chotard le sait, lui qui a consacré des années d'études et tout un gros livre à ce colossal sujet. Notre savant est donc parfaitement à même d'apprécier les subtiles modulations de cette politique. Et il nous le prouve: M. Chotard constate dans son puissant article que l'effondrement du régime «a encouragé l'expression de revendications réprimées et refoulées». Il s'agit là d'une chose déplorable, note-t-il, puisque ces revendications «ont pu atteindre des proportions graves parce que les forces de sécurité, maintenant soumises à des compressions de budget, manquent de moyens d'interventions».

Des élections, sans «moyens d'interventions», voyez-vous ça d'ici? Pour que la démocratie fleurisse, il faut des matraques, des chars, des gaz, des prisons, des armes, des policiers et des soldats. Et quand la floraison s'annonce trop forte, on utilise en plus le théâtre, l'outrance et l'intimidation. Comme en Chine. Comme au Chili. Au Cameroun. Au Guatemala. En Haïti. Au Panama. Aux Philippines. Au Viet-nam. Au Laos. Comme partout où la démocratie règne, grâce aux États-Unis et à leurs alliés.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

ÉLECTIONS EN INDONÉSIE: FORTE PARTICIPATION, MÊME AU TIMOR ORIENTAL.

ALLONS, NE FAIS PAS LE TIMORÉ



BoRS.

Publicité Sauvage advertisement featuring a large stylized 'S' logo and contact information for 4551, boulevard Saint-Laurent, Montréal, Qc, H2T 1R2.

À QUI PROFITE LE DÉMANTÈLEMENT DE L'ÉTAT? advertisement for a book by Martin Poirier, François Patenaude, Martin Petit, and Gino Lambert, priced at 19,95\$.



Cours de fin de bac à la poly AE-495 - Conception d'aéronefs (militaires)

Qui doutait encore que notre système d'éducation publique ne subissait des transformations majeures afin de mieux répondre aux besoins du monde des affaires? L'impasse financière vécue par les universités force des établissements à accepter des conditions d'enseignement qui, d'un point de vue social et éthique, dépassent largement leur mandat.

L'École polytechnique de l'Université de Montréal héberge par exemple la Chaire en aéronautique I.-A. Bombardier, financée en partie par la compagnie Bombardier. En prêtant ses locaux, ses infrastructures, sa réputation et surtout, ses étudiants, l'Université de Montréal offre des avantages non négligeables à Bombardier.

Formation sur mesure

L'École polytechnique offre même un cours de fin de baccalauréat spécifiquement profilé pour servir les intérêts de Bombardier. Fait surprenant mais intéressant, le plan de ce cours affiche tout au haut de la page frontispice le nom de Bombardier avant celui de l'École polytechnique. Le but du cours est d'effectuer la conception de configuration de l'avion dont les spécifications de marketing sont décrites ci-dessous. Il est aussi spécifié que «le rapport devra être présenté comme un rapport d'ingénieur à un de ses clients». Voyons de plus près les «spécifications de marketing»

demandées par le «client» du futur ingénieur.

Le premier point indique que l'aéronef sur lequel l'étudiant doit travailler porte le joli sobriquet de «chasseur tactique bimoteur». Toutes les spécifications de l'appareil commandé sont détaillées. Sous chaque appareil, l'étudiant doit prévoir cinq pylônes spécialement conçus pour accrocher 2 000 livres d'armements. L'avion doit aussi posséder deux canons statiques ou un canon rotatif. À la rubrique «maniabilité», le «client» demande une «capacité de manœuvre en combat maximisée». Beau projet de fin d'études!

Bombardier et l'OTAN

Plusieurs savaient déjà que Bombardier fabriquait du matériel militaire via la Short Missiles Systems, une filiale de la compagnie située en Irlande du Nord. Les missiles Starburst fabriqués par cette compagnie avaient été utilisés par l'armée Britannique lors de la guerre du Golfe.

Loin de déplaire à Bombardier, les hélicoptères Apache utilisés par l'armée américaine sont équipés des missiles fabriqués par la Short. Ces hélicoptères ont d'ailleurs été retenus par l'OTAN pour «intervenir» dans cette guerre insensée au Kosovo.

Depuis le début des hostilités, les seuls gens heureux dans cette

guerre sont ceux qui possèdent des actions des marchands de canons tel Bombardier. Les pays membres de l'OTAN sont aussi des «clients» de Bombardier; la compagnie participe même à un programme d'entraînement des pilotes de l'OTAN.

Appel au ministre de l'Éducation

François Legault, ministre de l'Éducation, a déclaré dernièrement qu'il offrirait des incitatifs financiers aux universités qui aboliront des programmes déclarés «non rentables». Des programmes tels Histoire ou Géographie n'étant pas utiles au milieu des affaires figurent tout en haut de la liste. Effectuons le même raisonnement en ne retenant que la rentabilité sociale. Proposons donc à notre ministre d'abolir ce cours afin que les étudiants puissent choisir librement leur projet de fin de diplôme.

Bombardier a déjà encaissé des millions de dollars à même les finances publiques suite à la privatisation de Canadair. Collectivement, nous continuons à payer pour les contrats d'entretien des CF-18 de l'Armée Canadienne. Avec des revenus de 4,6 milliards \$ pour l'année 1998, Bombardier doit bien avoir les moyens de payer la conception de ses futurs avions militaires, non?

MARTIN PETIT

Faut qu'on s'habituisse!

En gros titre dans La Presse: «Le Dow Jones continue à fracasser des records» (8-5). «Le taux de chômage a augmenté en avril mais les économistes demeurent calmes» (8-5). «La rémunération hebdomadaire moyenne a baissé au Québec» (28-5). «Un Québécois sur cinq vit dans la pauvreté» (2-6).



Exportation

Brian Mulroney, ancien premier ministre progressiste-conservateur, est tout rose de fierté: on fête les 10 ans de «son» libre-échange. Les effets positifs se font sentir chaque jour. Un exemple? Le gouvernement péquiste-conservateur peut maintenant exporter des cancéreux aux États-Unis sans payer de taxes aux douanes. Après l'exode des cerveaux, l'exode des métastases.



Bavures

Après les bavures de l'OTAN, voici les investisseurs qui bavent à l'idée de tous ces contrats à venir pour reconstruire la Yougoslavie.

Gates USA

Bill Gates donne. Bill Gates est généreux. Bill Gates est merveilleux. Il vient d'offrir 5 milliards à une fondation caritative qui porte son nom. Fière, la Fondation Bill Gates s'est

empresée d'annoncer au monde entier l'heureuse nouvelle (AFP, 3-6). Le don consiste en des actions de Microsoft, la compagnie de Bill Gates. La Fondation Bill Gates s'en réjouit. En bourse, la vente d'actions de Bill Gates permet d'assurer des profits à la Fondation Bill Gates.

Ce n'est pas la première fois que Bill Gates donne à une fondation

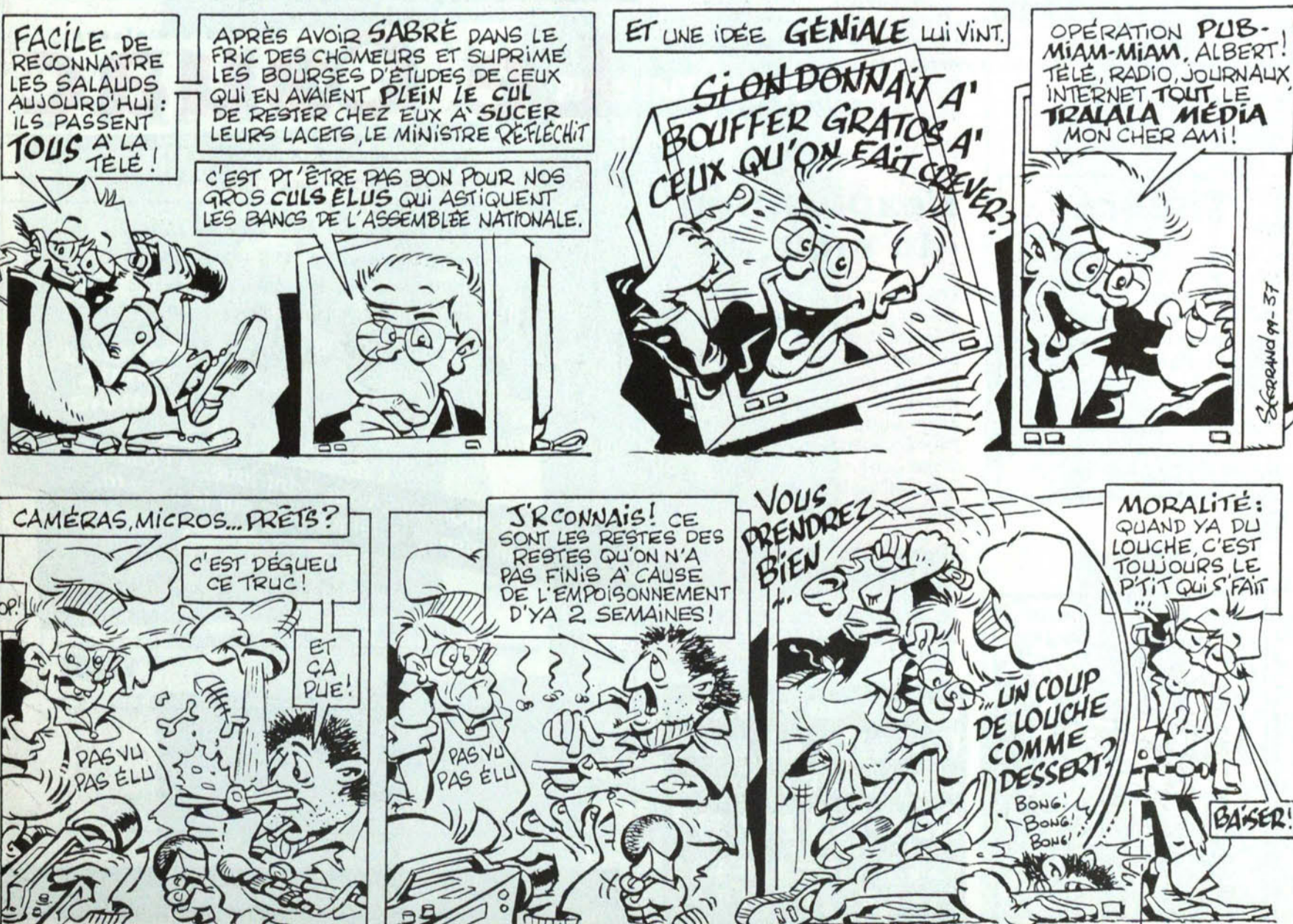
Gates. L'an dernier, trois milliards du géant de Microsoft ont été offerts aux fondations Gates sacrées aux problèmes de santé et à l'enseignement.

Le gouvernement Gates se réjouit sans doute d'un si grand sens de l'altruisme. Et l'association Gates des journalistes verse une larme, pour faire joli sur la photo.

JFN

BRUTALEMENT DIRECTEMENT STERRAND

MERDE IN CANADA (SLOGAN BILINGUE)



L'économie pour tous: 11/12 Une proposition libertaire: l'éconopar (3/4)

Nous poursuivons ce mois-ci encore notre effort pour concevoir une économie qui permette l'équité, l'efficacité, l'autogestion et la diversité. Les créateurs de ce modèle, Michael Albert et Robin Hahnel, l'ont appelé «économie participative» ou éconopar.

La dernière fois, nous avons vu que pour que la production soit conforme à ces valeurs, une économie devrait renoncer à la propriété privée des moyens de production, mais aussi redéfinir en profondeur comment les choses sont organisées dans un lieu de travail. Deux idées sont avancées ici: primo, des conseils permettront une véritable démocratie dans l'économie, chacun s'exprimant sur des sujets à proportion de ce qu'il sera affecté par la décision qui est prise; secundo, plus d'emploi au sens usuel du terme, mais bien des Ensembles équilibrés de tâches, équilibrés pour leur désirabilité et leur capacité à permettre à leur titulaire de prendre part aux décisions qui le concernent.

Mais que produisent ces lieux de travail? Et comment détermine-t-on à quelle portion de ce qui est produit chacun a droit? Questions cruciales. Pour aider à comprendre, une image. Une économie produit une tarte. Nous avons cherché à définir comment on peut la produire conformément à nos valeurs. Mais comment va-t-on, selon ces mêmes valeurs, déterminer d'une part ce que nous tous, les cuisiniers, allons mettre dans la tarte et, d'autre part, quelle pointe revient à chacun?

La première question trouve ses réponses dans des Conseils, encore une fois. Il y aura des conseils de consommateurs, à divers niveaux (locaux, municipaux, nationaux) au sein desquels chacun fera valoir ses demandes de consommation au Conseil de production. À partir de là, la question devient technique: une procédure interactive permet de faire en sorte que finissent par coïncider la demande des consommateurs et l'offre de travail.

Mais ceci nous laisse avec notre deuxième question: comment déterminer à quelle portion de la tarte économique quelqu'un a droit?

Il y a essentiellement quatre réponses possibles à cette question, selon que l'on adopte l'une ou l'autre de quatre positions que les économistes ont développées à ce sujet. On peut en effet distinguer quatre maximes distributives concurrentes, c'est-à-dire quatre règles qui permettent de dire à quelle portion de la tarte économique quelqu'un a droit. Chacune de ces maximes correspond à une école de pensée et propose une définition de ce qui constitue l'équité.

Les voici:

Maxime distributive 1: Paiement selon la contribution de la personne ainsi que celle des propriétés détenues par elle. C'est la maxime qui permet les 50 milliards et plus de Bill Gates, qui est rémunéré selon sa contribution et celle des propriétés (ici, surtout intellectuelles) détenues par elle.

Maxime distributive 2: Paiement selon la contribution personnelle. C'est ce qui se passerait dans une économie où il n'y aurait plus de propriété privée des moyens de production. On rémunérerait alors selon cette maxime, chacun recevant à proportion de sa contribution. Cependant, notez que si, par exemple, la production suppose un effort physique, les plus forts, ici gagnants à la loterie génétique, sont mieux rémunérés; et ainsi de suite. Le fait que l'éconopar comporte des Ensembles équilibrés de tâches n'empêcherait alors pas, avec cette maxime, des formes d'inégalité. Demandons nous par exemple si on souhaiterait voir ce critère appliqué à notre enfant, s'il est petit, faible, etc.

C'est d'ailleurs et entre autres pour prendre en compte ce type de contre-argument que les libertaires, à commencer par Kropotkine, proposent la maxime distributive suivante:

Maxime distributive 3: Paiement selon le besoin. Il me faut bien le dire: je pense que c'est la seule maxime qui soit humaine. Un rappel. Les ansars pensaient au début du siècle, non sans excellentes raisons et quelques calculs, que dans une société saine on travaillerait tous équitablement une trentaine d'heures par semaine pendant une vingtaine d'années, ce qui suffirait à assurer à tous un niveau de vie largement supérieur à celui que connaissait alors l'immense majorité de la population. Pour la consommation, on eut alors procédé par ce qu'ils appelaient la «prise au tas», tous les biens étant là, offerts à chacun, qui se sert selon ses besoins.

Magnifique idéal, sans doute, lequel est même incontournable notamment pour certains biens, dans toute société qui n'est pas complètement ignoble: par exemple, on donne au Québec (on dira peut-être très bientôt: on donnait) des soins de santé selon le besoin et pas selon la contribution de chacun à la tarte économique.

Mais si on pense, comme le pensent les créateurs de l'éconopar, que l'on ne peut pas, pour tous les biens, adopter pour le moment cette maxime, que reste-t-il? Il reste la maxime suivante:

Maxime distributive 4: Paiement selon l'effort et le sacrifice. Chacun reçoit une proportion de la tarte correspondant à l'effort qu'il fournit (s'il peut fournir un effort, évidemment, sinon la maxime 3 s'applique), effort évalué par ses pairs. Sa consommation est fonction de cette rémunération — sauf, évidemment, dans tous ces cas comme la santé où la distribution ne peut se faire autrement que selon le besoin.

Soit une portion d'un ensemble équilibré de tâches qui consiste à trimballer des pierres.

La première maxime fait en sorte que cette tâche, avec d'autres, permet à qui possède les pierres et des tas d'autres choses de ne pas en porter lui-même, ce travail revenant à des gens dont l'existence consiste largement à accomplir ce genre de choses, avec tout ce que cela implique. Le premier peut s'enrichir énormément du travail des autres, qui sont ses esclaves salariés.

La deuxième maxime distributive rémunère mieux le costaud Paul que le petit Pierre: elle permet aussi qu'existe une classe de coordonnateurs auxquels Pierre comme Paul obéissent quand ils passent leurs existences à des tâches abrutissantes.

La troisième maxime est jolie, mais elle ne nous dit guère qui va trimballer ces pierres. Or, même dans une société saine, il y aura des tâches de cet ordre à accomplir.

La quatrième maxime rémunère Pierre aussi bien que Paul, si leurs efforts sont comparables. Et elle leur permet à tous deux de librement décider ce qu'ils consomment, du travail qu'ils font dès lors, lequel s'accomplit dans des lieux de travail démocratiques et équitables.

...

Rappelez-vous: nous visions une économie sans marché, sans organisation hiérarchique du travail et sans profit. Nous y voilà, si vous avez remarqué.

Qu'en ont pensé les économistes professionnels? C'est ce que nous verrons la prochaine — et dernière — fois.

RAYMOND-LA-SCIENCE



Le couizze du Couac «L'industrie» de la santé

Les réformes du système de santé québécois ont eu pour effet principal de congestionner le réseau de la santé et de desservir les patients. Mais elles n'ont pas créé que des perdants. Qui sont les gagnants du démantèlement de notre système public de santé, outre Charles Baudelaire qui a vu populariser ses vers «sois sage ô ma douleur et tiens toi plus tranquille»?

1- Vrai ou faux?

Depuis 1982 le nombre de services de santé couverts par les gouvernements du Québec et du Canada diminue constamment. Cela fait l'affaire des compagnies d'assurances qui en profitent pour inclure les services «désassurés» dans leurs nouvelles polices. Pendant que la couverture de services de santé public décroît, les primes d'assurance maladie de la compagnie d'assurance Sun Life ont suivi une courbe inverse, passant de 384 millions \$ en 1987 à 1,2 milliard \$ en 1996, soit une augmentation de 216%. Entre 1986 et 1997, la Sun Life et la Canada-Vie ont vu leurs revenus de primes d'assurance maladie croître deux fois plus vite que l'ensemble des revenus de leurs autres primes.

2- Le virage ambulatoire, qui transfère les soins de santé de l'hôpital vers le domicile, a eu plusieurs effets positifs pour de nombreuses compagnies. Il a créé un marché tout neuf pour les soins à domicile et les appareils de traitement à domicile. Laquelle des affirmations suivantes est fautive ?

A) Dunkin Donuts et une entreprise d'économie sociale ont conclu un partenariat pour offrir aux patients à domicile le service de petite vieilles qui passent des beignes dans les salles d'attente des hôpitaux en créant "Grand-maman Donut".

B) Les appareils de diagnostic et de traitement à domicile sont maintenant disponibles au Jean-Coutu le plus près de chez vous. Précipitez-vous pour y acheter ou y louer un stéthoscope, un appareil de mesure de pression ou des produits d'urologie chez votre sympathique pharmacien.

C) Grâce à la télémédecine il est maintenant possible de passer un électrocardiogramme à domicile ou de consulter un médecin à distance. Mais surtout, comme nous l'indique un publiportage du groupe Médisys, il est maintenant possible de «retracer les personnes souffrant d'Alzheimer ou d'amnésie grâce au système GPS, le positionnement par satellite, n'importe où dans le monde. Tout est une question de choix de société».

D) La compagnie Oxybec médical est en mesure de fournir tout le matériel requis pour convertir une chambre résidentielle en chambre d'hôpital, des lève-patient à l'équipement respiratoire (de quoi arrondir vos fins de mois en gardant quelques cancéreux dans votre boudoir reconverti en mouroir).

3- Vrai ou faux

En 1997 le Québec a réalisé deux premières qui l'orientent encore plus vers un système de santé à deux vitesses. Pour la première fois depuis l'instauration du système public de santé, la part des dépenses privées représentait plus de 30% des dépenses totales de santé. Et pour la première fois la part des dépenses privées sur les dépenses totales de santé étaient plus élevées au Québec (32,2%) qu'au Canada (31,3%).

4- La privatisation croissante des services de santé jouit de l'appui de promoteurs influents et intéressés. Laquelle de ces personnes ne bénéficie pas d'un grand pouvoir auprès des autorités québécoises?

A) Sylvain Vaugois: illuminé en bottes de cow-boy, propriétaire d'une firme de communication. Principal intérêt: le cash! Projets: créer au Québec des hôpitaux privés pour les riches américains, créer des Réer-santé, etc. Contact: c'est un intime de Bernard Landrix, l'homme qui est tombé dans la potion néolibérale quand il était petit.

B) Pierre Le François: il est, entre autres, président d'une société et d'un institut pour le partenariat privé-public. Principal intérêt: le partenariat. Projets: la méga clinique privée de Ste-Julie, les soins aux Américains et beaucoup plus. Contact: lui-même... il est un ancien sous-ministre de la santé!

C) Hélène Desmarais: belle-fille de Paul Desmarais... Principal intérêt: ne pas déplaire à beau-papa. Projets: ouvrir les hôpitaux du Québec aux Américains et autres bagatelles. Contact: le vaste réseau de beau-papa.

D) Claude Castonguay: chevalier à la triste figure et père de la Castonguette. Principal intérêt: faire plus de place dans la santé au secteur privé en général... Projets: ... et aux assureurs en particulier. Contact: lui-même. Il est ancien ministre provincial, ancien sénateur au fédéral, ancien président du Conference Board du Canada, ancien président du groupe d'assurance Laurentienne et de la Banque Laurentienne, etc.

E) Raël: lanterne qui se prend pour le messie. Principal intérêt: accéder à l'immortalité grâce au clonage humain. Projet: passer de clown à clone. Contact: Les Oraliens, le capitaine Cosmos, le Grand schtroumpf, les Élohims et de nombreuses autres connaissances inter-galactiques.

RÉPONSES:

1- Vrai, 2- A, 3- Vrai et 4- E

FRANÇOIS PATENAUDE

Timbré

En Angleterre, le Daily Mail proteste contre un nouveau timbre représentant Freddie Mercury. Le quotidien trouve vulgaire d'ainsi commémorer un rocker «dont les mœurs de dégénéré l'ont conduit à mourir du sida, malheureusement trop tôt.» Le Daily Mail est évidemment bourré de fautes. Il fallait bien sûr lire que ce dégénéré est mort bien que trop tard.

L'explication du meurtre

Titre, dans La Tribune de Sherbrooke (29-5): «Inculpée d'homicide involontaire coupable d'une pensionnaire de La Maison blanche» L'explication logique se trouve dans le corps du texte: «Mme Susie Gippert, inculpée de l'homicide involontaire coupable d'une autre résidente du Centre d'accueil La Maison blanche, est apte à être jugée.»

Heureusement, car elle eut pu être une coupable involontaire inculpée d'une autre résidente du Centre d'accueil La Maison blanche apte à être l'homicide du procès.

La vie de château
Couette et café
3957, rue Dandurand
Montréal
1-514-722-5493
1-888-722-1443

AU SUIVANT ! Se nourrir. Se soigner. Mourir.

Voilà des occupations plutôt déterminantes. Il en est certaines dont l'être humain ne revient d'ailleurs pas. Raison de plus pour affirmer que ces occupations ont leur importance et qu'il ne serait sans doute pas recommandé de s'en remettre à d'autres pour les prendre en charge.

C'est néanmoins ce à quoi le peuple québécois, réputé pourtant pour s'adonner infatigablement à une quête souveraine, mais un peu étourdi quand il s'agit du concret des choses, a cédé ces derniers temps.

Foin des considérations économiques. Elles ont leur importance mais comme c'est souvent le cas, s'y trop attarder finit par occulter l'essentiel: nous ne nous appartenons plus! Nous sommes en passe de devenir le peuple champion de la sous-traitance et tous les coups de bretelles de Napoléon Landry n'y changeront rien.

Un peuple qui ne se nourrit plus est un peuple qui dépend des autres pour assurer sa subsistance. Nourris par les Sobey's, les Loblaw's et autres consortiums de la conserve et du poulet, nous sommes devenus dépendants.

Un peuple qui n'arrive plus à soigner les siens est un peuple qui dépend des autres pour assurer sa santé. Qui aurait pu penser que l'ultime étape de l'implantation du libre-échange aurait été l'exportation de nos cancéreux dans ce paradis terrestre qu'est Plattsburgh? Devenus, par les bons soins de MM. Rochon, Léonard, Bouchard et Landry, incapables de soigner notre monde comme du monde, nous avons fait le nécessaire pour devenir encore une fois dépendants.

Un peuple qui laisse à d'autres le soin de s'occuper de ses défunts est un peuple qui dépend des autres pour ce qui représente une étape ultime dans la trajectoire humaine. La pente est inexorable et aujourd'hui, depuis que nos Urgel Bourgie et autres entrepreneurs ont trouvé preneurs ailleurs, plus de la moitié des Québécois meurent dans des bras étrangers. En laissant faire et en n'agissant pas, à l'exception notable de ces petites coopératives funéraires qui s'acharnent à refuser l'inéluctable, nous sommes devenus dépendants de ce point de vue aussi.

Se nourrir. Se soigner. Mourir.

Bien sûr, il y a d'autres activités humaines beaucoup plus importantes et dont nous nous occupons d'ailleurs fort bien: applaudir les Canadiens de... Jason Arnot, de Toronto, vendre nos atokas à Ocean Spray ou encore bétonner pour l'éternité la côte de Saint-Joseph-de-la-Rive. Sur ces aspects capitaux de nos vies, pas question de trafiquer notre souveraineté, n'est-ce pas ?

Mais me revient à l'esprit, lancinante et obsédante, cette phrase de Péguy: «La plus grave des invasions, l'invasion qui entre en dedans, l'invasion de la vie intérieure, infiniment plus dangereuse pour un peuple qu'une invasion, qu'une occupation territoriale.»

Se nourrir. Se soigner. Mourir...

MICHEL RIOUX

Quoi dire toi à nous?

Dans la série des titres lumineux de La Tribune de Sherbrooke: «Inculpée de supposition de trois personnes» (12-6). Explication du rédacteur de l'article: «Elle a été inculpée de supposition de trois personnes différentes les 10 juin, 3 février et 28 novembre.»

En fait, la première avait été remplacée par la troisième qui l'avait été par la deuxième quand le juge a supposé que de toutes façons La Tribune n'y comprendrait rien.

Médaille

Jacques Villeneuve réussit si bien à imiter l'accent québécois lorsqu'il est interrogé par des journalistes indigènes que le gouvernement du Québec a décidé de lui remettre une médaille pour «le caractère exceptionnel de ses réalisations».

Au vu de ses performances d'imitateur, c'est plutôt le gala Juste pour rire qui devrait le mettre en vedette.

Notso et Val



► Le 8 juin, Svend Robinson, député néo-démocrate, propose en chambre d'abolir toute référence à Dieu dans la Constitution canadienne. Si Dieu disparaissait de la sorte, la monarchie tomberait aussi puisque notre bonne reine, selon notre bonne constitution, tire son pouvoir du Divin lui-même.

Outré par la proposition de Robinson, le leader du Parti réformiste s'est mis à gueuler pour que le gouvernement libéral l'assure que les références à Dieu seraient préservées. Or, il n'a pas dit un seul mot au sujet de la monarchie. Les troupes de Preston Manning seraient-elles pour les armes à feu, les grosses entreprises, le crucifix et le drapeau dans les écoles, l'abolition du bien-être social tout en étant anti-monarchiste? Devinez.

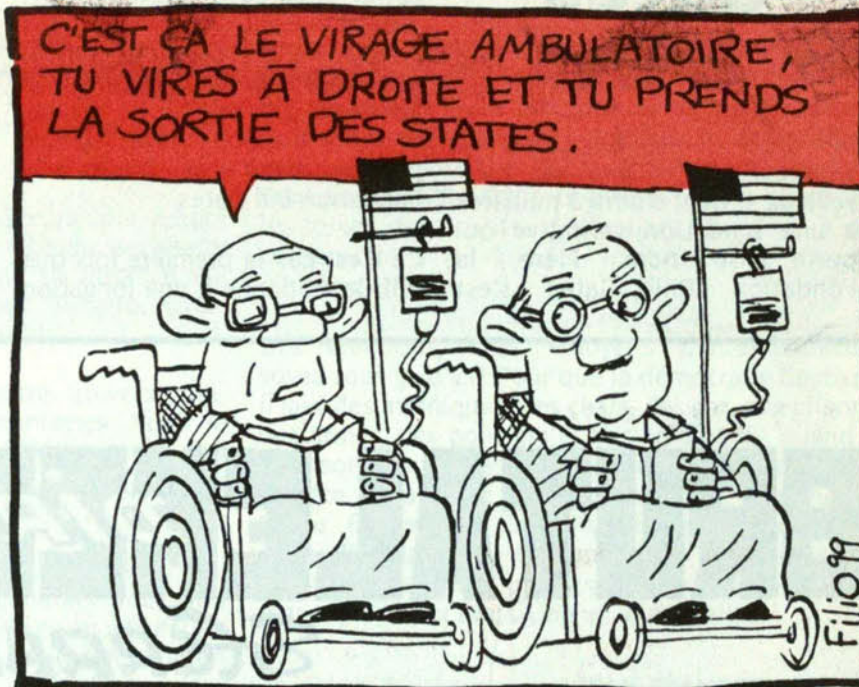
► Stéphanie de Monaco, princesse en papier glacé, prend la pose entre deux handicapés pour le bénéfice de Paris Match (3-6). Explications du magazine: «Le prince Rainier a profité du bal de la Rose pour dévoiler le jardin secret de sa fille. Loïn des projecteurs, Stéphanie pratiquait l'occupation traditionnelle des princesses, la charité, mais à sa manière, avec spontanéité et discrétion.»

Et pour être sûre de demeurer discrète, elle a tout de suite appelé Paris Match, spontanément.

► Révolution. Le 19 juin, le jeune frère du prince Charles, Edward Windsor, s'est marié avec Sophie Rhys-Jones. Ça été un bien beau mariage. Il y a eu des émissions spéciales. On a fabriqué des babioles-souvenirs pour l'occasion. Vraiment, un bien beau mariage. Mais en plus, le couple avait invité les femmes à ne pas porter de chapeau pour l'occasion! Jusqu'à la dernière minute, on s'est demandé ce que la reine-mère porterait: voilette ou turban. Et pourquoi pas rien du tout? Le bon peuple en a eu pour son argent: du suspense, de l'action, des rebondissements... La monarchie a encore une fois démontré sa pertinence.

► Encore la révolution, mais cette fois au Danemark. La Garde royale va accueillir ce mois-ci deux femmes pour la première fois. Comme leurs homologues masculins, les deux dames seront vêtues de bonnets en peau d'ours et d'uniformes rouges. Et endessous, elles mettront quelque chose, les petites chéries qui, selon le communiqué, révolutionnent la royauté...

► Grande nouvelle au rayon de la monarchie en camisole d'été. Donald Pilon, en plus d'être le roi des navets de Gilles Carles, est aussi, selon Le Journal de Montréal (9-6), «le roi du hamburger et du steak cuit». Nous sommes heureux de l'apprendre.



POUR S'ABONNER

Le Couac

(514) 274-5468 • (800) 361-1431
PÉRIODICA 1155, avenue Ducharme, Outremont (Québec) H2V 1E2

- Abonnement d'un an: 25 \$ + taxes = 28,76 \$
- Abonnement de deux ans: 45 \$ + taxes = 51,76 \$
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50 \$ + taxes = 57,51 \$
- Abonnement d'un an à l'étranger: 40 \$

En vous abonnant, vous contribuez à l'éducation d'un oiseau, quelque part sur la planète.

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Téléphone _____

www.lecouac.net



Rétrospective à Québec Le virtuose Dallaire

«Un virtuose de l'emprunt», écrit, dans un sens non péjoratif, le directeur du Musée du Québec, John R. Porter, en parlant de Dallaire. Son œuvre musarde dans tous les coins du siècle, Picasso, Lurçat, Dali, Lhote, Denis, Pellan, Matisse, Chirico et d'autres, probablement même Robert LaPalme. Il utilise leurs découvertes en se jouant, sans vergogne, mais plus que librement: souverainement dirais-je, et cela fait toute la différence. Il fait acte de souveraineté quoi qu'il lui arrive de s'approprier. Il se sert d'autrui comme d'un matériau. Sa pratique est création. Il produit du Dallaire, et c'est là l'étrange secret de cet artiste, qui est chez lui y compris chez le voisin. Il fait bien autre chose qu'emprunter.

La rétrospective du Musée du Québec enseigne absolument ce que l'on sait pourtant déjà: que Dallaire existe, qu'il se définit dans la plupart des choses qu'il touche. Ressort de ce panorama de l'œuvre une lumière qui est sa vraie vérité: l'artiste Dallaire, le poète Dallaire. Le dessinateur Dallaire transcende ses influences pourtant marquées et il impose sa personnalité à travers ses avatars. Celle-ci est unique. Elle est fascinante.

L'art peut tout transformer en nouveauté, même des emprunts. Le cas est extrême et probant. Dallaire joue un bon tour aux écoles, aux théories, à la

présentation, aux orthodoxies de droite et de gauche. Je ne connais pas de peintre plus peintre que lui, d'artiste plus artiste.



Au jardin du Luxembourg de Dallaire, 16 X 28 cm. 1946.

Le paradoxe: Dallaire est profondément original. Tout se passe comme si ses inventions, sa fantaisie, son admirable dessin, son feu d'artifice, son incomparable sensibilité plastique, son humour, sa finesse, son tragique, qui n'est jamais bien loin, sa facilité, sa grâce, traversaient l'histoire accidentée de son propre art et s'affirmaient envers et contre tout comme le fait dominant de cette aventure picturale qui n'a pas sa pareille au Québec, valable aussi pour l'étranger forcément.

De quoi Dallaire semble-t-il le plus proche? Je suis tenté par une réponse. De l'art brut, par l'authenticité, par une liberté débridée et une certaine folie, malgré tout le savoir académique, évident aussi. Dallaire ne se protège jamais par un raisonnement.

Courez à Québec voir ça cet été. C'est l'équivalent d'une révélation.

PIERRE VADEBONCŒUR

Dallaire, Au Musée du Québec jusqu'au 29 août



Ça presse!

«On pourra bientôt reconstruire des cerveaux humains». (La Presse 8-5).

Visitez notre site web
www.lecouac.net

Plaisir estival

Après le jeu Où est Charlie? qui avait remporté un franc succès, voici maintenant Où es-tu Joëlle? Du plaisir pour tout l'été et pour toute la famille!

USA #1

Les Américains, ils l'ont l'affaire! C'est tellement bien là-bas qu'on va même s'y faire condamner à mort et exécuter pour pas cher. C'est en tout cas ce qu'avait compris Stanley Faulder, ce Canadien exécuté au Texas au mois de juin...

CONFIT D'INTÉRÊTS ► Hélène Desmarais

«Contacts» et «réseaux» sont des mots clés dans le merveilleux monde des affaires. Comme il n'y a rien de mieux qu'un cas concret pour bien comprendre, en voici un joli: celui de Mme **Hélène Desmarais**. Pour commencer, un gros bravo à tous ceux pour qui le nom Desmarais signifie quelque chose. Eh oui, il y a bien un lien avec **Paul Desmarais**, fondateur de l'empire **Power Corporation** et propriétaire du journal **La Presse**, car Mme Desmarais est l'épouse de **Paul Desmarais junior**. Ça commence bien!

Si nous nous penchons aujourd'hui sur le cas de Mme Desmarais, c'est parce qu'elle vient d'être nommée, en juin dernier, au titre de présidente du conseil d'administration de la **Société de développement économique Ville-Marie**, une corporation qui contribue au développement de l'entrepreneuriat à Montréal. Félicitations pour votre belle nomination, m'me Desmarais, mais ça ne nous surprend guère puisque vous collectionnez les titres de présidente comme d'autres les timbres ou les cartes postales.

Madame est déjà présidente de plusieurs organismes qui ont un rôle crucial à jouer dans le domaine de la santé. Elle est présidente du conseil de **BioCapital Inc.**, une créature du Fonds de solidarité de la FTO (ce qui veut dire que Power Corporation a des liens avec le Fonds de solidarité), qui investit dans les secteurs de la biotechnologie, du génie médical et de l'industrie du diagnostic. Elle est présidente du **Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal (CEIM)**, qui aide au démarrage d'entreprises, particulièrement dans le secteur des technologies médicales. Pour veiller à l'autonomie à long terme du CEIM, Mme Desmarais a mis sur pied un bureau de gouverneurs réunissant des représentants de **SNC-Lavalin**, **Hydro-Québec**, **Vidéotron**, **Imasco**, et **Power Corporation**.

Mme Desmarais est également présidente du **Comité santé**. Ce comité a été mis sur pied par la Ville de Montréal et le ministère du Développement de la Métropole. Et a remis en août 1997, un rapport fameux intitulé «Faire de l'industrie de la santé un pôle industriel de premier plan pour la région de Montréal». Ce rapport, qui a été rédigé en collaboration avec des gens de la firme **SECOR**, a d'ailleurs servi de base à l'orientation du chapitre 5 du plan triennal 1998-2001 de la Régie régionale de Montréal-Centre. Dans son rapport, le Comité Santé mettait l'accent sur cinq secteurs porteurs d'avenir en santé: l'industrie pharmaceutique, l'industrie des biotechnologies reliées à la santé, l'industrie du matériel médical, l'industrie des technologies de l'information et l'industrie des services.

Le Comité est formé d'une trentaine de «spécialistes» et de décideurs du milieu de la santé, parmi lesquels on retrouve des acteurs du réseau public, entre autres, les directeurs de la Régie régionale de Montréal-Centre et de certains hôpitaux montréalais. On y retrouve aussi bon nombre de firmes privées, dont: les compagnies pharmaceutique, **Merck-Frosst** et **Hoechts Marion Roussel**, le **Groupe de santé Médysis**, **BioCapital Inc.**, **Bell Canada**, ainsi que des membres invités comme **Francisco Bellini**, président de **Bio-Chem Pharma**.

Pas étonnant que tout au long des pages du rapport, on voit défiler des recommandations peu subtiles qui vont dans le sens des intérêts des membres du comité. Des recommandations du genre, il faut «maintenir un régime fiscal très compétitif pour la recherche et le développement» (p.13). Ce qui n'est pas sans faire l'affaire des compagnies pharmaceutiques qui bénéficient déjà d'un traitement fiscal plus que généreux. Ou encore, il faut «faciliter l'exportation de notre expertise médicale, notamment par le biais de la télémédecine» (p.17). Ce qui plairait à la firme Médysis, qui œuvre dans la télémédecine, ainsi qu'à certains médecins spécialistes, puisque la télémédecine permet à ces derniers d'offrir à distance une opinion médicale partout dans le monde.

Mais revenons-en à notre bonne dame Desmarais. Elle est également vice-présidente du **Conseil international des HEC** et du **Centre d'études en administration internationale (CETAI)**, elle siège aux conseils d'administration du **Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)**, de la **Fondation de l'entrepreneuriat**, du **Centre d'entrepreneuriat des HEC-Poly-Université de Montréal** et dans d'autres conseils d'administration mais l'espace et l'intérêt nous manque pour vous les énumérer tous. Mme Desmarais, finalement, est membre du **Conseil de recherches médicales du Canada**. Ouf! Ça doit lui faire des journées bien remplies à la petite dame. Mais il n'y a pas qu'elle qui s'intéresse à la santé dans la famille. Il y a aussi beau-papa, puisque Papy Desmarais possède des compagnies d'assurances qui brassent de gros sous en santé, et ce, tant au Canada qu'aux États-Unis. Mais ça c'est une autre histoire. Nous y reviendrons dans une prochaine chronique.

HERCULE POIVRON

Paroles de politiciens

Où est donc Bob Rae devenu depuis que Mike «the missing link» Harris lui a succédé, en 1995, à la tête d'une Ontario masochiste qui n'en finit plus de nous décevoir? Plongeur chez Mike's? Emballeur chez Loblaw's? Chômeur? Eh bien non, surprise, il tâte du droit international, siège à quelques conseils d'administration d'entreprises et il écrit des livres dont le plus récent vient de paraître en version française sous le titre de *Prosperité et bien commun*.

Politicien il était, le Bob, politicien il est resté. En effet, petite réflexion pépère qui ménage la chèvre et le chou, son essai constitue une apologie de la prudence politique qui aligne les poncifs en les enrobant dans un vernis philosophique emprunté à la tradition anglaise (Burke et Orwell surtout).

Concrètement, le message se résume à peu de choses: la recherche de l'intérêt particulier faisant partie de la nature humaine et le marché en étant le meilleur véhicule possible, tout «collectivisme», toute «mentalité publique» qui refuserait de reconnaître cet état de fait serait vouée à l'échec; cela dit, le seul égoïsme ne saurait suffire à l'établissement d'une société viable, d'où la nécessité d'une solidarité, qui exige pour s'établir une certaine intervention étatique.

La mondialisation est inévitable, écrit Bob Rae, et la combattre serait en ce sens réactionnaire. Adhérer à l'idéologie dominante de la catastrophe naturelle appliquée aux relations humaines, Rae joue les réalistes: «De même qu'il est impossible de parler du temps sans évoquer El Nino, de même ne peut-on parler de croissance au Canada ou dans tout autre pays sans tenir compte des effets du changement dans l'une ou l'autre région du globe.» Acclimatons-nous donc devant cet Act of God.

Fustigeant la droite parce qu'elle exagère avec ses «révolutions» qui méprisent les plus fragiles, refusant les postulats socialistes d'une gauche hostile à la thèse des bienfaits du marché, l'autoproclamé social-démocrate Bob Rae nous livre ici un plaidoyer en faveur d'un réformisme centriste qui prône un capitalisme à visage humain: «la question n'est pas de choisir entre capitalisme et socialisme. Elle est de choisir le type de capitalisme qui nous convient.» Choix qui doit s'opérer, faut-il le rappeler, en jouant le jeu d'une mondialisation économique inéluctable. Il n'y en aura pas de facile, comme le disait le vieux Piton.

Fervent fédéraliste pour qui le nationalisme québécois, quand il n'est pas «négativement» indépendantiste, peut se comparer au «mouvement pour les droits des homosexuels», Bob Rae, au total, déçoit énormément. Tout n'est pas mauvais dans ces pages (les passages sur l'hypocrite charité privée sont réjouissants), mais l'ensemble, sans être franchement condamnable, reste trop banal pour mériter considération. Sauf pour le fédéralisme, c'est comme entendre Lucien Bouchard vanter les mérites du modèle québécois, capitaliste-mais-pas-trop-généreux-mais-rentable-mais-etc.

Dans un tout autre registre, les éditions Les Intouchables publient ce qu'elles présentent comme *Le testament* de Camille Laurin, une petite plaquette à la présentation soignée regroupant deux des derniers discours du politicien-psychiatre et la dernière lettre à sa femme, des textes accompagnés d'une brève présentation dithyrambique du personnage signée Eric Bédard.

On y découvre un Camille Laurin profondément croyant, attaché à ses racines familiales qu'il décrit avec amour, respect et simplicité, deux adhésions, foi et famille, qui, affirme-t-il, l'ont inspiré dans ses combats politiques en faveur des plus démunis et de l'indépendance du Québec.

Le propos est touchant, j'en conviens, mais je vois mal l'utilité d'une telle publication. Conçues pour être partagées en famille, si je puis dire, ces paroles, au demeurant édi-fiantes, ne sauraient avoir le même impact un coup offertes au domaine public.

LOUIS CORNELIER

Bob Rae, *Prosperité et bien commun*, Montréal, Éditions Liber, 1999

Camille Laurin, *Le testament*, Montréal, Les Intouchables, 1999

24 IMAGES

La revue québécoise du cinéma



PRÉSENTÉMENT EN KIOSQUE

ENTRETIENS, CRITIQUES ET CHRONIQUES ACCOMPAGNENT NOS DOSSIERS

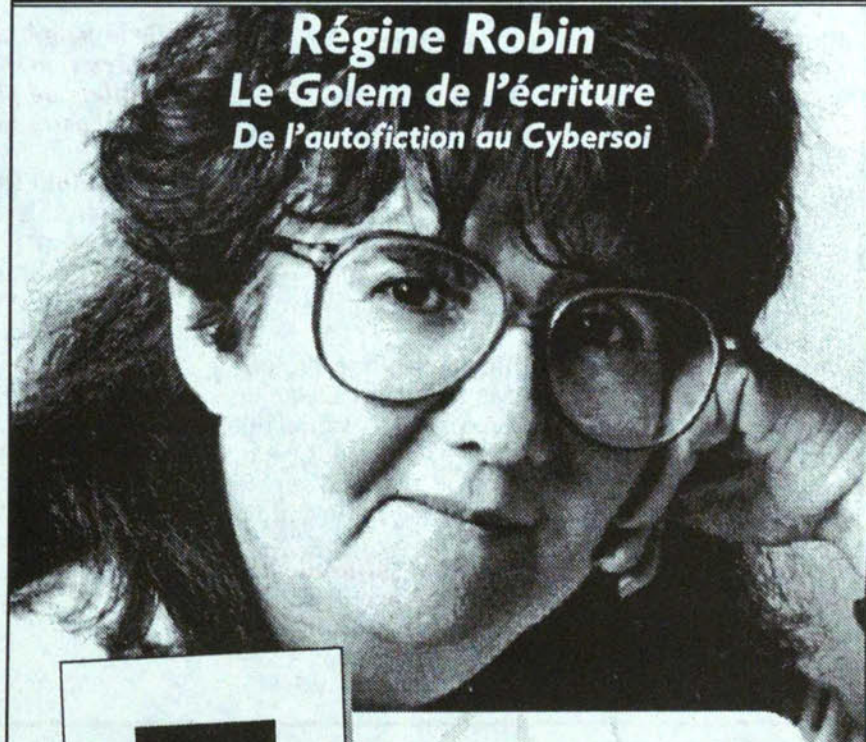
www.24images.com

LA REVUE QUÉBÉCOISE DU CINÉMA

24 IMAGES

XYZ éditeur

Régine Robin
Le Golem de l'écriture
De l'autofiction au Cybersoi



Prix Spirale de l'essai 1999

«Régine Robin tient ici des propos éclairants sur le morcellement et sur le phénomène identitaire qui continuera sans doute, pour plusieurs années encore, de hanter les sociétés.»
Francine Bordeleau, *Spirale*

304 p. • 27,95 \$

XYZ éditeur

1781, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Z1
Téléphone: (514) 525.21.70 • Télécopieur: (514) 525.75.37
Courriel: xyzed@mlink.net



Herr Cousteau



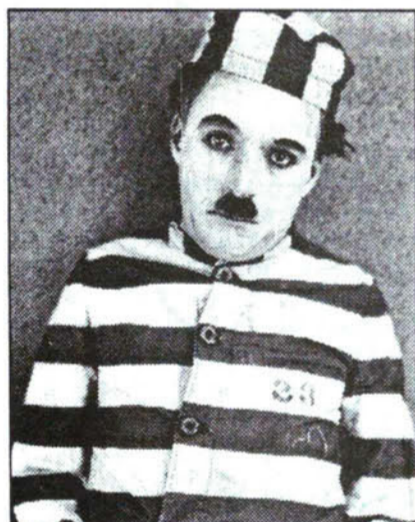
au plus creux

Le passé du célèbre commandant Cousteau, pionnier des recherches océanographiques, comporte des zones d'ombres importantes. C'est ce que révèle son principal biographe, Bernard Violet, dans une entrevue accordée à *France-Soir* (17-6).

On ignorait jusqu'à présent les sentiments de Cousteau face aux Juifs durant la guerre. Son frère, Pierre-Antoine, était bien le rédacteur en chef de la revue pro-nazie *Je suis partout*, mais il était bien sûr impossible d'extrapoler les sentiments de l'un à l'autre. Or son biographe vient de mettre la main sur plusieurs documents, notamment une lettre datée du 1^{er} mai 1941 où le futur commandant Cousteau affirme qu'il n'y aura d'appartement convenable pour les Français «que quand on aura fichu à la porte tous les ignobles youtres qui nous encombrant».

Pour Bernard Violet, «ces propos sont franchement racistes et antisémites». Et il ajoute que «ce ne sont pas les seuls ni les premiers. Souvenez-vous de sa déclaration dans les années 80 sur les musulmans qui envahissent la France.» Il note enfin que le premier film de Cousteau, *Par dix-huit mètres de fond*, a été présenté à Chaillot en avril 1943, dans le cadre d'un festival nazi, «l'Internationaler Kultur Film». À la suite de la projection de ce film, et grâce au soutien politique de son frère à la Propaganda Staffel, Cousteau va obtenir de la rare et précieuse pellicule pour tourner d'autres documentaires sous l'occupation.

Qui aurait pensé que Cousteau était descendu jusqu'à cette sombre profondeur?



Hé! Un festival Chaplin! Du 13 au 25 juillet, à la Cinémathèque québécoise (335, boul. de Maisonneuve Est, Montréal). Entre autres: *The Circus* les 17 et 23 juillet à 19 h; *City Lights*, le 14 juillet à 19 h; *Modern Times*, le 25 juillet à 19 h; *Pay Day*, le 23 juillet à 21 h.

Ta yeule pis tais-toi

Arlette Cousture, spécialiste du supplice de la plume, va de nouveau sévir sur les ondes de Radio-Canada au début de l'an 2 000. Elle a écrit un téléroman qui s'intitule *Gypsies* et elle se réjouit dans *La Presse* (6-6) d'avoir «eu la chance de créer des personnages qui vont parler pour ne rien dire ou qui vont parfois choisir de se taire». Fait donc pareille, chose!

La vie de château Couette et café Montréal
3957, rue Dandurand
1-514-722-5493
1-888-722-1443

Livre

Censure télévisuelle

J'aime bien comment l'écrivain français San Antonio définit la télé: «Des cons qui interviewent d'autres cons». C'est direct, simple et bien ramassé. Rien à rajouter. Tout est dit.

Et pourtant ceux qui aimeraient comprendre un peu mieux les mécanismes de la censure télévisuelle pourront lire le magnifique petit livre du sociologue Pierre Bourdieu. *Sur la télévision* que ça s'appelle. C'est magistral.

D'ailleurs, son livre est une transcription de deux cours magistraux, enregistrés par le service audiovisuel du Collège de France et diffusés à la télévision française. Dans ses cours Bourdieu analyse le rôle des intellectuels français dans les débats télévisés. Il démontre comment ces pseudos débats sont en fait des faux débats parfaitement mis en scène et strictement contrôlés par la machine de production télévisuelle: une sorte de «Lutte Grand Prix des Idées».

Ce qui est magnifique avec ce livre, c'est qu'on se sent intelligent en le lisant. Tout ce que Bourdieu raconte, si on possède un minimum de sens critique face à cette «shit box» qu'on appelle télévision, on l'avait déjà compris mais par petits bouts, par bribes, par mottons. Bourdieu nous aide tout simplement à mettre de l'ordre dans nos propres idées, à synthétiser notre propre pensée. Ce n'est pas rien.

Et puisque l'on parle des intellectuels français, j'aimerais appuyer ici la campagne de protestation anti-radio-canadienne d'un grand intellectuel-francophone d'un océan à l'autre. Maître Guy Bertrand.

En se plaignant de ne pas passer plus souvent à Radio Canada, ce grand intellectuel fédéraliste fera sans doute plaisir aux journalistes de la boîte, les

confirmant dans la justesse de leur pseudo-objectivité-le-cul-entre-deux-chaises. Comme maître Bertrand, je ne comprends pas vraiment ce boycottage systématique d'une télévision pourtant vouée à la

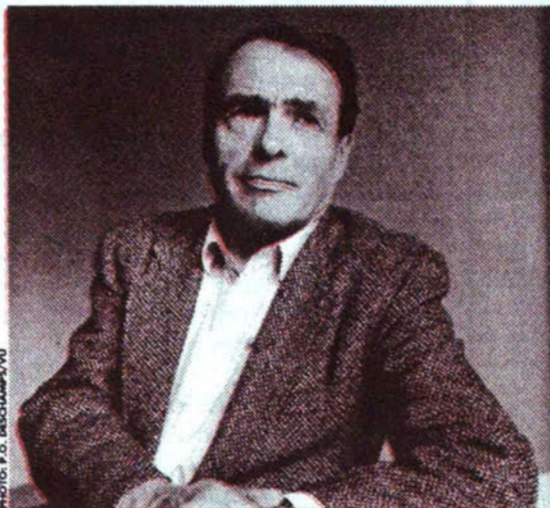
défense de l'unité canadienne. Pour la CBC, cet intellectuel au dentier étincelant et au bronzage belmondien me semble un «naturel». La grosse Copps pourrait lui faire une petite place à «juste pour rire» par exemple ou à «La fureur» avec la fille de l'autre. Comme animateur du «Point» ou de «L'heure des quilles», il ferait un malheur ce penseur qui parle bilingue pratiquement sans accent. Je le vois bien discutant de la partition de la Yougoslavie avec l'intellectuel de service de la Chaire d'études stratégiques Charles Sirois-Raoul Dandurand-Coscient-British-American-Racing. Allez, Madame Copps, un dernier effort, au moment où la campagne des petits drapeaux s'essouffle. On est capable d'en prendre.

Je reviens, pour conclure, à Pierre Bourdieu. Il vient d'écrire une étude sur un autre joli milieu: l'édition. C'est publié dans une revue de sociologie, *Actes de la recherche en sciences sociales*. À lire aussi.

PIERRE FALARDEAU

Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Éditions Liber, 1996.

Pierre Bourdieu, «Une révolution conservatrice dans l'édition», *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 126-127, Paris, Seuil, 1999



Pierre Bourdieu est peut-être l'intellectuel français vivant le plus connu au monde. Il fait grincer des dents aux hommes politiques et spécialistes patentés du commentaire médiatique.

Pays basque

Au diable la belotte et le bérêt, vive l'indépendance!

Une délégation de politiciens et de syndicalistes basques était de passage au Québec pour rencontrer des membres du PQ, du BO et des syndicats québécois, histoire de comparer leurs situations politiques respectives. Le Couac s'est entretenu avec Inaki Auzmendi, délégué de la coalition indépendantiste Euskal Herri Arrok au parlement de la communauté autonome basque, et Elena Beloki Resa, représentante à Bruxelles du parti socialiste et indépendantiste basque Herri Batasuna.

Le pays basque espagnol jouit présentement d'un statut d'autonomie. Or, vous dites que cela n'est pas suffisant. Pourquoi?

Inaki Auzmendi: Le pays basque s'étend à la fois sur le territoire français et espagnol. En Espagne même, le pays basque est divisé en quatre provinces. Le statut d'autonomie ne couvre pas la province de Navarre ni le pays basque français. L'autre problème, c'est que selon le statut d'autonomie tel que défini par la constitution espagnole, le pouvoir de décision — la souveraineté — réside dans le peuple espagnol. Or la constitution espagnole n'a pas été acceptée par les Basques. Nous disons que ce devait être au peuple basque de décider ce qui concerne le pays basque. Madrid et Paris ne devraient pas avoir le dernier mot. Il s'agit de démocratie.

Elena Beloki Resa: Le statut d'autonomie fut en fait un instrument mis sur pied par Madrid pour nier la souveraineté du peuple Basque. Ce problème n'est pas seulement politique, il est également culturel. Quand on parle de l'universalité de l'être, par exemple, on pense à Voltaire ou à Victor Hugo parce qu'ils écrivaient en français. Mais chaque peuple a une identité et un trésor culturel et linguistique. Or aujourd'hui, les nationalismes des États effacent les cultures réelles comme celle des Basques.

Inaki Auzmendi: Aujourd'hui, on affirme l'importance de la biodiversité: sauver tel petit oiseau dans telle île de l'Atlantique. D'accord. Mais que dire alors des Inuits, des Québécois en Amérique du Nord et des Basques? Au nom de la biodiversité, nous devons préserver notre langue et notre culture.

Pourtant, cette lutte pour la survie culturelle des Basques entraîne beaucoup de violence...

Elena Beloki Resa: L'écrivain français Jean Genet faisait la différence entre violence et brutalité. Pour

lui, la violence implique la vie. Quand un volcan fait éruption, c'est un signe de vie. Il faut donc faire la différence entre un peuple qui considère que tous les modes de lutte sont nécessaires et la brutalité de l'État utilisée pour nier l'existence d'un peuple. Il y a évidemment eu des souffrances et des victimes des deux côtés. Mais rappelons qu'alors qu'il n'y pas même 3 millions de Basques, 560 Basques sont détenus comme prisonniers politiques, plus de deux mille sont exilés et des gens ont été torturés. C'est l'État de droit lui-même qui pratique cette torture.

Inaki Auzmendi: Il y a beaucoup d'hypocrisie autour de la violence. Certains posent le problème de façon simpliste en opposant «démocrates» et «violents». C'est vrai que l'E.T.A. est un groupe violent, mais il y a beaucoup de formes de violence: il y a la violence institutionnelle et celle qui lui répond. On dit souvent que si c'est un gendarme qui tue, c'est qu'il fait respecter l'ordre et la loi. On dit aussi que dans un État démocratique, la violence ne peut être utilisée que pour défendre l'État de droit. Mais il y a violence quand on nous dit: «Vous les Basques, vous n'avez pas le pouvoir de vous séparer». Notre objectif est d'en arriver à une situation où plus personne ne sentira la nécessité de prendre les armes.

Mais la population basque semble fatiguée de la lutte armée. On a pu voir en 1997 des centaines de milliers de personnes protester dans les rues suite à l'assassinat d'un élu municipal.

Elena Beloki Resa: Rappelons que depuis, l'E.T.A. a déclaré unilatéralement un cessez-le-feu. Notons également qu'il y eu une manipulation médiatique impressionnante autour de la violence de l'E.T.A. J'ai un collègue qui me disait: «Je suis sûr que si on voyait à la télévision les témoignages des tortures que subissent les détenus, il y aurait également une mobilisation importante!»

Inaki Auzmendi: Il faut dire aussi que nombreux sont ceux qui ont participé à ces manifestations qui ont protesté récemment pour que les prisonniers basques soient détenus dans des prisons basques, et pour demander le pouvoir de décision pour le peuple basque.

Propos recueillis par FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Le carnet du cinéphile las



Cannes

Les critiques de cinéma ont quitté le festival de Cannes en colère. Nom d'un chien les amis qu'ils étaient en colère. Jamais vu ça. Car non seulement a-t-on envoyé ces critiques pratiquer l'art de la critique sur la Croisette pendant dix jours, mais en plus, leurs pronostics ont été défaits par un jury de mauvais joueurs, de rabat-joie, de trous du cul, de francs-maçons mal engueulés, qui leur ont empoisonné l'eXistenZ en récompensant des œuvres qu'eux n'ont pas aimées.

Résultat: pour se venger, la plupart ont écrit que Cannes s'en allait sur la bum. Mais pourquoi n'ont-ils pas écrit ça en 1986, quand le débile *The Mission* de Roland Joffé (vous vous souvenez comment les autochtones sud-américains y sont filmés comme du bétail?) remportait la Palme d'or? Insaississables, ces critiques, mais tentons tout de même d'y voir plus clair.

1) Les critiques avaient d'abord décrété que le film de Pedro Almodóvar, *Todo sobre mi madre*, était le meilleur. La rumeur, qu'ils avaient eux-mêmes alimentée, le donnait gagnant de la Palme d'or. Évidemment, Almodóvar, c'est le meilleur, tout comme d'ailleurs les petits pois Lesieur et le nouveau Tide à saveur de chocolat, et si vous n'êtes pas d'accord, les critiques vous ordonnent, *manu militari*, d'aller vous croquer avec une poignée de *brackets*. Bon.

2) Mais v'là-t-y pas que le jury a décidé d'aller à contre-courant de l'opinion des critiques en accordant la Palme d'or à *Rosetta*, des frères Luc et Jean-Pierre Dardenne, et son Grand prix au film de Bruno Dumont, *L'Humanité*, ne réservant qu'un prix de mise en scène à Almodóvar. Le hic, c'est que les critiques ont détesté le film de Dumont; en effet, d'après les critiques sur la Croisette, *L'Humanité* est une vue plate, immensément plate, une hostie de grosse vue plate, du genre social à gauche, pas belle en plus, une maudite vue déprimante, tandis que la vue d'Almodóvar, ah ben là, ça, c'est une vue le *fun*, les gens aiment ben ça, ils en redemandent.

3) Pour ajouter l'insulte à l'injure, imaginez-vous ma bonne dame que les deux prix d'interprétation sont allés aux acteurs du film de Dumont, des non professionnels, dont un, comme l'ont écrit quelques critiques à la tête bien faite, a l'air un peu attardé. Si, si, si, ils ont écrit ça. Peut-être même qu'il pue un peu sous les aisselles et qu'il se décroche le nez en public; en tout cas, une chose est sûre, c'est qu'il porte moins bien la robe que Kristin Scott Thomas. Vous voyez le scandale ma bonne dame dans quel monde vivons-nous.

4) Pourtant, Pascal Duquenne, lui aussi handicapé mental, avait reçu un prix d'interprétation à Cannes en 1996 (ex-aequo avec Daniel Auteuil) pour son rôle dans *Le Huitième jour*, une petite bondieuserie ayant connu un certain succès à l'époque. Que comprendre alors? Que Duquenne, joufflu et rose comme un petit Jésus, méritait bien son prix, mais que là, faut pas charrier avec les handicapés, surtout s'ils jouent dans une vue plate.

5) Un acteur, un vrai, ça vous décroche un rêve et ça vous crée des embêtements (ainsi que le chantait un poète qui était peut-être lui aussi, tout compte fait, un peu demeuré, mais heureusement que les Brel de la planète sont morts et que nous pouvons aujourd'hui compter sur des Bruno Pelletier qui chantent de toute la force de leur couilles *Il est fini le temps des référendums* — non, des cathédrales — et qui portent si bien la barbe quand ils jouent dans *Omertà* ou dans quelque autre émission de télévision commanditée par Chrysler). Au surplus, un acteur, un vrai, raffiné jusqu'au bout des ongles, ça sait ontologiquement et correctement répondre aux questions forcément transcendantes que lui pose le critique.

Bref, c'est pour toutes ces raisons que les critiques ont pétié les plombs.

Morale I: on ne peut impunément contredire un critique, c'est aller contre la nature, c'est l'agresser dans son moi profond. Que voulez-vous, c'est dans ses gènes, il est né comme ça.

Morale II: alors que les écrans de Cannes s'embrasaient sous le feu des projecteurs, des milliers de Kosovars découvraient les joies de l'humour acerbe. Les enfants de Milosevic, eux, mangeaient des madeleines, et à chaque bouchée, ils se rappelaient leur bonne nounou, grosse comme dix missiles, et cela les émouvait, car c'était des madeleines Albright. Mais pour un critique de cinéma en période de festival qui a tout juste le temps de se laver de bonne heure, tout ça, les Kokos et les Serbos, ce n'est que poursuite du vent. Comme le disait Scarlett O'Hara à Rhett Butler, *tomorrow is another day*, étant donné que l'OTAN en emporte le vent. *Et gun with the wind*.

Un rappel du bureau des objets perdus. En 1982, l'ONF produisait un documentaire de Terre Nash sur la course à l'armement nucléaire, *If You Love This Planet*. Le film avait été taxé de propagande illégale par l'administration Reagan mais il remportait l'année suivante l'Oscar du meilleur documentaire de court métrage. Le simple fait de visionner aux États-Unis ce film primé devenait un geste criminel. Or, nous venons d'apprendre que *If You Love This Planet*, près de vingt ans après sa sortie, est toujours interdit aux États-Unis et que le FBI continue de veiller au grain. Rien n'a changé. Mais nous disons ça comme ça, sans arrière-pensée. Nous ne voulons pas insinuer que le sénateur McCarthy est toujours vivant. Ce n'est pas notre genre.

MARCO DE BLOIS marco@lecouac.net

liberté 99 JUIN 243

ELSE LASKER-SCHÜLER
BALLADES HÉBRAÏQUES
RENÉ LAPIERRE
DÉLIVRE-NOUS DU CIEL BLEU
JACQUES BRAULT
PRESQUE CHANSONS

FRANÇOIS RICARD
LE ROMAN CONTRE LE MONDE

CRYSTAL BÉLIVEAU
QUATRE JOURS

NADINE RIBAUT
LA PUBESCENCE

LAURENT VAGUENARD
UNE AFFAIRE DE CŒUR

Liberté à 40 ans

Deux cent quarante-trois numéros.
Une seule passion : la littérature.

LIBERTÉ 243

juin 1999
162 pages 6\$

En vente chez votre libraire